

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

LUNDI 18 OCTOBRE
N° 282 1,50 F

Belgique : 15 FB
Commission paritaire : 56942

En page 2

Plan Barre : bientôt 1 million de jeunes au chômage

UN CHOMEUR SUR DEUX, A MOINS DE 25 ANS

A LA TÉLÉ

BARRE SANS Y CROIRE

Devant l'opposition résolue des travailleurs, il fait déjà un aveu d'échec



«Comment voulez-vous que les Français ne protestent pas ?»

Vendredi soir, Barre était interviewé sur Antenne 2 où il a tenté de montrer le visage de la détermination. Il n'a pu que constater les difficultés de sa tâche : «Le gouvernement a à faire face à l'heure actuelle, à un certain nombre de difficultés objectives et à un certain nombre de difficultés que j'appellerai subjectives». Ce qu'il appelle difficultés subjectives, c'est le refus des travailleurs à payer la crise par l'austérité.

Le gouvernement s'efforce d'afficher la confiance et l'optimisme, mais le cœur n'y est pas. Giscard et Barre multiplient les interventions à la télévision et à la radio, les interviews dans les journaux, pour rassurer une bourgeoisie inquiète, mais ils apparaissent nettement sur la défensive.

Le ton ferme, il s'en est pris à «l'intimidation», c'est-à-dire aux luttes, et il a réaffirmé que sa politique serait appliquée «quelles que soient les protestations». Mais cette fermeté masque mal l'inquiétude.

Barre a reconnu que la panique boursière de ce début de semaine avait été consécutive à la journée du 7 octobre, qu'il avait grossièrement minimisée dans toutes ses déclarations précédentes, avec l'aide complaisante de la presse aux ordres. N'est-ce pas l'aveu que cette journée de grève et de manifestation a durement touché la classe dominante ?

Suite p.3

Sur Europe N°1, dimanche soir :

Giscard sur la défensive

Voir p.6

MARÉE NOIRE EN BRETAGNE

L'ILE DE SEIN EN COLERE

Hier, le pétrole contenu dans les soutes du «Boehlen», le pétrolier est-allemand naufragé lors de la récente tempête, a continué à se répandre sur les rivages de l'île de Sein, de la baie des Trépassés et d'une partie de la côte de Douarnenez. Tout près de la pointe du Raz, que prolonge l'île de Sein, se situe une des plus riches réserves naturelles d'oiseaux de mer, la réserve de Cléden Cap Sizun. Elle est aussi menacée.

Pour les pêcheurs de l'île de Sein, dont beaucoup pratiquent la pêche côtière, c'est une catastrophe. Mais ce n'est pas encore ce qui révolte le plus la population

de l'île. Douze marins sont morts, treize sont portés disparus, dans l'équipage du Boehlen. Et les marins de Sein n'hésitent pas à dire qu'ils auraient été sauvés si le canot de sauvetage de l'île avait été en état de fonctionnement. Or depuis plusieurs mois, ce canot est en révision. De plus, il est propulsé par des moteurs de 180 CV, ce qui est ridicule en regard de la force des courants entre l'île de Sein et la pointe du Raz. Mais le canot appartient à la Société Nationale de Sauvetage en mer, société privée qui dit ne pas avoir un meilleur matériel. De toutes façons, que le sauvetage en mer direct ne soit pas pris en charge par les

autorités maritimes est un scandale, se répercutant directement sur les conditions de vie des insulaires par mauvais temps (en cas de maladie, par exemple).

Deuxième scandale : les autorités maritimes n'ont pas jugé bon de prévenir les habitants de l'île de Sein. Ceux-ci ont été informés par la télévision !

Vallourec (Noisy-le-Sec)

Encore un mauvais coup de Beullac

Le délégué CFDT licencié

Lire p.4

La grève des détaillants en fruits et légumes contre la diminution de leurs bénéfices

LES GROSSISTES PROFITENT

Hausses prévisibles pour les travailleurs

Les marchands de fruits et légumes ont décidé de fermer leurs magasins dès aujourd'hui. Les consommateurs auront donc du mal à s'approvisionner en fruits et légumes surtout dans la Région Parisienne, les Bouches du Rhône, l'Est, le Nord, la Région Rhônes-Alpes.

Les détaillants entendent ainsi protester contre le blocage des marges bénéficiaires imposé par le gouvernement dans le cadre du plan Barre. Ce blocage conduit à une diminution de leur marge bénéficiaire au fur et à mesure que le prix de gros augmente. Par exemple, si le détaillant achète 3 F un kilo de poireaux, il a droit à 80 centimes de marge. Il doit déduire de cette marge 7 % du prix de gros (la TVA). En définitif, son bénéfice est égal à 80 cent. moins 21 cent. de TVA, soit 59 cent. par kilo. Si le prix de gros passe à 5 F, le bénéfice sera de 80 cent. moins 35 cent. de TVA, soit 45 cent. Les détaillants contestent ce système qui fait baisser leurs recettes au fur et à mesure des hausses des prix de gros.



Dimanche matin à Paris on faisait la queue devant l'étal de ce détaillant

Les pommes de terre, les tomates, les poireaux, les salades, les endives, les choux-fleurs vont donc manquer sur les étalages. Nous sommes allés discuter avec plusieurs détaillants. Un marchand de fruits et légumes, rue Oberkampf à Paris : «Bien sûr que je fais grève ! Aujourd'hui, j'ai ouvert uniquement pour liquider le stock et demain, je ferme.

Prenez le poireau, d'habitude on gagnait près de 50%, cette année 80 centimes ! Cette année, les prix de gros ont augmenté en flèche, alors les gens achètent les poireaux par un ou deux, pour les fruits, c'est pareil. Ça ne peut pas durer, il faut que je fasse grève !»

Suite p.6

voir p.5

Malmerspach

GRAND SUCCÈS POPULAIRE DE LA JOURNÉE « PORTES OUVERTES »

Usinor Dunkerque

LES TRAVAILLEURS DE MATTAGLO VOTENT LA POURSUITE DE LA GRÈVE

CESSEZ-LE-FEU AU LIBAN

● IMPASSE POUR ASSAD

● SUCCÈS POUR LA RÉSISTANCE

Voir p.7

ENQUETE

PLAN BARRE

BIENTOT UN MILLION DE JEUNES AU CHOMAGE

(1) Plus d'un chômeur sur deux a moins de 25 ans

«Priorité à la lutte contre l'inflation» ne cessent de répéter Giscard-Barre. Il y a un an, la «priorité», c'était «la lutte contre le chômage»...

En fait, pour les travailleurs, chômage et inflation n'ont fait que se développer, ce que la classe bourgeoise cache soigneusement lorsqu'elle parle du plan Barre, c'est que c'est aussi un plan de chômage. C'est le développement des restructurations, donc des licenciements, des contrats à durée déterminée, des boîtes d'intérim. C'est pour bientôt, un million de jeunes au chômage...

Plus de six cent mille jeunes ont achevé cet été leurs études et entrent dans la «vie active». En fait, pour les trois quarts d'entre eux, ce sera l'apprentissage du chômage.

QUI EST CHÔMEUR ?

Cela n'a rien d'étonnant, tous les jeunes ne sont pas égaux devant l'emploi. Le fils de patron, de cadre, de médecin... n'aura pas de grande difficulté à trouver du travail ; parfois, il prendra tout simplement la succession de son père, ou bénéficiera de son «piston».

Quant à la grande masse des autres jeunes... La moitié des chômeurs devra attendre plus de six mois avant de trouver du travail.

D'après le recensement de 1968, soixante mille chômeurs de moins de vingt ans, soit 90 % d'entre eux, avaient un diplôme inférieur ou égal au certificat d'études primaires, ou pas de certificat du tout. Simple sanction d'une qualification insuffisante, ne correspondant pas aux besoins de l'économie française ? Absolument pas. Le caractère de classe de ce chômage est évident lorsqu'on sait qu'un fils d'ouvrier sur trois est contraint de quitter l'école à seize ans, alors que seul un fils de cadre supérieur sur cinquante se trouve dans cette situation. Et cette situation ne s'est pas améliorée depuis 1968 : quoiqu'en disent les gens du PCF, si prompts à s'apitoyer sur le sort des cadres, ce ne sont pas les enfants de ces derniers qui sont le plus touchés par la crise !

Particulièrement défavorisés sont les jeunes travailleurs en régions vidées de toute activité industrielle par le système impérialiste. Sans parler des nations encore sous la domination coloniale française qui y crée un chômage massif (Guinée, Antilles, Réunion...). L'exode touche particulièrement les jeunes de Bretagne, du Languedoc, de

Corse, du Massif Central... Dans ces régions, les jeunes chômeurs représentent à eux seuls 4 % de la «population active». Plus du tiers des jeunes travailleurs quittent leur commune pour chercher du travail. Pour ceux qui «montent à Paris», c'est bien souvent la vie en foyer-ghetto qui commence...

Combien seront-ils ces «moins de vingt-cinq ans», à pointer aux agences «pour l'emploi», cet automne ? Il n'est pas encore possible de le dire avec précision, la plupart ne s'inscrivant qu'en automne. En octobre 75, ils étaient 485 000 inscrits. Une seule certitude pour cette année : ce chiffre sera dépassé, entre cinq cent et six cent mille. Mais ces chiffres sont loin de rendre compte du caractère massif du chômage des jeunes. En particulier, le nombre de jeunes chômeurs avant d'avoir travaillé est très sous-estimé.



Beaucoup d'entre eux en effet ne s'inscrivent pas : ils n'en voient pas l'intérêt, puisque l'agence ne leur propose aucun emploi et qu'il faut le plus souvent pointer tous les quinze jours pendant six mois pour toucher enfin, pour certains d'entre eux, une indemnité... qui permet tout juste de ne pas mourir de faim. Alors vraiment, cela vaut à peine le dérangement et les ennuis des formalités.

En fait, le chiffre d'un million de chômeurs de moins de vingt-cinq ans pour cet automne est plus proche de la réalité : plus de quatre cent mille jeunes chômeurs rejoignent à cette rentrée les cinq cent mille jeunes chômeurs d'avant les vacances, recensés ou non par les statistiques du ministère du travail (qui en comptait trois cent quarante mille en juillet).

QUI EST COUPABLE ?

D'où vient cette situation dramatique pour tant de jeunes, pour tant de familles populaires ?

Il y a l'explication de ceux pour qui la société ne saurait être mise en cause, pour qui les responsables sont... les jeunes chômeurs eux-mêmes. C'est bien connu, ont est chômeur pour toucher des indemnités, et de plus, les jeunes sont paresseux ! «Il semble bien établi que le choix des jeunes se porte très rapidement sur les emplois non manuels au détriment des manuels...» (revue du CNPF, juin 1974). C'est ce type d'arguments qui est repris dans la plupart des journaux bourgeois, «Parisien Libéré» et autres «Figaro». Ces gens-là sont aussi menteurs que les faits sont têtus : il y a parmi les jeunes une plus

grande proportion de travailleurs manuels que parmi les adultes. Plus d'un quart des ouvriers ont de quinze à vingt ans, alors que la même tranche d'âge ne représente que le cinquième de la population active. Sur une population active de quatre millions et demi de moins de vingt-cinq ans, 47,4 % sont ouvriers alors que ce chiffre n'est que de 37,7 % pour l'ensemble de la population active.



UNE EXPLICATION PLUS SUBTILE...

Il y a une autre explication, plus subtile, mais tout aussi fautive : c'est de dire que les jeunes sont au chômage parce qu'ils n'ont pas pu bénéficier d'une formation professionnelle appropriée. C'est celle des révisionnistes du PCF, qui disent par exemple : «L'insuffisance de la formation des jeunes est une source reconnue du

chômage... Les moyens doivent être donnés pour qu'une véritable formation professionnelle dans l'éducation nationale et l'AFPA débouche sur un emploi qualifié... Quant à l'inadaptation des travailleurs qui veulent entrer dans la production aux postes de travail disponibles, qui en est responsable sinon le grand patronat et le pouvoir ?» (Économie et Politique - Sep. 76 - revue du PCF).

Eux aussi sont peu respectueux des faits. Il est vrai que cette inadaptation existe. Elle est le reflet de l'anarchie de la production capitaliste. Soumise à la loi du profit, terrain d'une concurrence acharnée, cette production ne peut jamais être sérieusement planifiée, les «prévisions» sont constamment remises en cause. Mais d'une part, elle est loin d'être une cause importante du chômage des jeunes ; ne serait-ce que parce que le nombre des offres d'emploi est faible au regard de celui des chômeurs. Mais surtout, il y a une certaine «inadaptation» qui, loin d'être une «carence», une «négligence», du patronat et du pouvoir, est soigneusement organisée. C'est l'exemple de ces CAP de couture qui ne forment que des femmes O.S. pour l'électronique ; mais combien d'autres exemples, de cette utilisation à bas prix d'un savoir-faire professionnel, acquis mais non reconnu !

Ainsi 34 % des jeunes manœuvres ont un CAP en poche : un tiers des jeunes salariés qui ont bénéficié d'un enseignement professionnel initial ne sont pas parvenus à l'exercice d'un métier qualifié ; 40 % des apprentis n'ont pu se faire embaucher que comme manœuvre ou O.S.

Cependant, canaliser l'attention des jeunes chômeurs vers cette «inadaptation de la formation» vise à masquer l'essentiel, à faire passer pour une seule question d'organisation, de gestion, pour un «regrettable gâchis», le chômage qui est une tare essentielle du capitalisme.

PAS FORCÉMENT PARTISANS DE «L'INADAPTATION»

Le patronat et le pouvoir ne sont pas forcément

partisans de cette «inadaptation» puisqu'ils mettent sur pied des AFPA préparant aux emplois qu'ils veulent créer, là où ils veulent les créer, et qu'ils dissuadent les chômeurs de suivre les stages formant à des professions saturées et que la réforme Haby a précisément pour but d'adapter plus encore aux besoins économiques et idéologiques du patronat.

Alors, ces roulements d'yeux révisionnistes sur «le grand patronat et le pouvoir responsables de l'inadaptation...» ne sont que les déclamations de gens qui veulent se faire passer pour d'intrépides défenseurs de la cause ouvrière, mais qui n'aspirent en fait qu'à remplacer le grand patronat dans l'organisation de l'économie, et d'un système d'éducation adapté à leur système économique.

Des déclamations qui visent à faire oublier l'essentiel : le chômage est la conséquence inévitable de la course au profit des entreprises capitalistes, qui licencient, restructurent et qui intensifient le travail pour tenter de maintenir leur taux de profit ; le chômage est utilisé par les capitalistes pour faire pression sur les salaires : «Si vous n'êtes pas content, il y en a dix qui attendent à la porte...» Le chômage est de plus utilisé comme moyen de «lutte» contre l'inflation. Et cette situation ne changera pas tant que le travailleur sera une marchandise sur le «marché de l'emploi», tant que le prolétariat ne sera pas le maître de toute la société.

POLITIQUE

BARRE À LA TÉLÉ

DEVANT L'OPPOSITION RÉSOLUE DES TRAVAILLEURS, IL FAIT DÉJÀ UN AVEU D'ÉCHEC

Suite de la p.1

Le premier ministre s'est plaint du manque de confiance du patronat dans la réussite de son plan, mais lui-même était pour le moins réservé sur ses chances de succès : « Je voudrais attirer l'attention sur le fait que d'ici la fin de l'année, nous aurons encore des indices qui indiqueront une certaine hausse des prix ». Et ce n'est pas sur le ton de la conviction qu'il déclarait : « J'espère qu'à partir du début de l'année prochaine, la décélération des prix se manifestera ».

Enfin, c'est sur la défensive qu'il répondait aux questions sur la riposte populaire à ses mesures d'austérité : « Comment voulez-vous que les Français ne protestent pas ? » « Je dois vous dire que les

résultats ne sont pas tellement mauvais pour quelqu'un qui était inconnu jusque là ».

Pour un premier ministre en exercice, ce n'est pas là le signe de la confiance et de la conviction, mais bien plutôt le constat d'une impuissance et presque l'aveu d'un échec. Or cela fait seulement sept semaines que le nouveau gouvernement est formé, l'usure a été rapide ! Non seulement la journée du 7 octobre a été un puissant coup d'accélérateur à la crise politique du régime, mais ce qu'il y a de plus inquiétant pour la coalition au pouvoir, et donc d'encourageant pour les travailleurs, c'est qu'il n'y a pas de solution de rechange au plan Barre.

Serge Livet

ON COMPTE DÉJÀ LES JOURS DU GOUVERNEMENT

« Il faudra peut-être plusieurs gouvernements pour atteindre les buts que le président de la République a fixés », disait Barre, samedi. Il est peu commun qu'un premier ministre « frais émoulu » songe si vite à ses successeurs.

En tout cas, voilà une phrase que Mitterrand a dû enregistrer immédiatement, lui qui se voit déjà premier ministre de Giscard, pour pouvoir enfin faire passer un « vrai » plan Barre, lui qui prétend pres-

surer les travailleurs avec leur consentement. Sanguinetti, à qui il arrive parfois de dire tout haut ce que d'autres pensent tout bas a d'ailleurs expliqué devant les congressistes de l'UDR à Clermont-Ferrand : « Le président de la République devrait appeler M. Mitterrand à Matignon, en cas de victoire de la gauche », avant de juger le plan Barre comme « purement conjoncturel ». Mitterrand disait, lui, qu'il était « électoral ». La nuance est faible.

COLLOQUE DU NOUVEAU CONTRAT SOCIAL

UNE COALITION PRÉSIDENTIELLE DANS L'IMPASSE

Chaque année, à l'instigation du politicien Edgar Faure, se déroulent les journées du « nouveau contrat social ». Elles regroupent principalement les formations de la majorité, en tentant de déborder sur la gauche, conformément aux vœux de Giscard. Les thèmes de discussions gravitent autour de la recherche de solutions de rechange à celles présentées par le gouvernement du moment. La question est particulièrement brûlante aujourd'hui, alors que la riposte sans ambiguïté de la classe ouvrière au plan Barre provoque dans les différentes

sphères de la bourgeoisie une profonde crise de confiance. Barre lui-même, dont l'intervention s'est faite « par hasard » 24 H après celle de Chirac (ils ne risquent donc guère de se rencontrer), le reconnaissait samedi en fanfaronnant : « Le gouvernement n'entend pas se laisser dominer par les seuls problèmes de conjoncture », avant d'ajouter que « le gouvernement devait replacer son action dans une perspective globale ». Comme solution de rechange, Barre propose... le plan Barre.

Cette année, le ton était comme dans toutes les hautes sphères politiques à l'inquiétude. Edgar Faure a bien tenté d'insuffler le moral aux congressistes, mais sa harangue manquait de fermeté : « Un autre monde va naître, a-t-il dit, pourquoi le redouter ? pourquoi ne pas avoir confiance ? » Mais le problème c'est que les solutions de rechange n'apparaissent pas. Edgar Faure rappelait l'opération d'élargissement de la coalition

gouvernementale aux radicaux, et souhaitait que son « Nouveau contrat social » serve encore une fois de passerelle. Mais cette opération dans l'immédiat et apparemment jusqu'aux élections semble impossible.

Et Stasi de déplorer « la brutalité des affrontements ». C'est bien là ce qui empêche le rapprochement des radicaux de gauche et du PS avec la coalition présidentielle. Leurs programmes ne

sont guère différents et un terrain d'entente peut être facilement trouvé, mais le refus sans équivoque des travailleurs de l'austérité, la montée des luttes interdisent

défaite que certains même en son sein, croient inévitables ».

Et ce n'est pas Chirac qui a pu répondre aux préoccupa-



ce rapprochement qui signifierait pour le PS la perte de tout crédit. Il n'a aucun intérêt de monter dans une galère qui prend l'eau alors qu'il peut espérer en 78 recueillir un tiers des sièges à l'Assemblée.

Constatation amère pour les politiciens de la majorité parlementaire, car certains ne l'ont pas caché, à leur avis, l'échec du plan Barre est presque consommé et il n'y a rien d'autre. Un député CDS avouait que : « Le plan Barre constitue la dernière chance pour la majorité présidentielle actuelle » et Stasi constatait désemparé : « On a l'impression que la majorité est aujourd'hui à bout de souffle et comme déjà résignée à une

faute et aux inquiétudes. Suivant en cela Giscard, il s'est gardé de se prononcer sur les problèmes de l'heure, pour aller chercher des solutions d'avenir. Ses propositions sont significatives de l'usure politique de la bourgeoisie, de son incapacité à trouver d'autres thèmes de consensus. En effet, Chirac a été recherché au magasin des antiquités gaullistes, la participation et l'actionnariat ouvrier. Même avec une couche de vernis ces pièces de musée demeurent condamnées. Dans ces conditions, ses appels à l'action sont inopérants pour sortir la bourgeoisie de la crise politique.

S.L.

Faure crie avec les loups

« Il faut abroger la loi sur les plus-values », disait Edgar Faure à son colloque avant l'intervention de Barre. Après celle-ci, il a maintenu son propos, en précisant que cela ne pourrait se faire que dans le cadre d'une réforme globale du système fiscal. De toutes façons, le gouvernement n'a pas l'intention de revenir pour l'instant sur cette loi. S'il se garde la possibilité d'une réforme démagogique sur le système fiscal (qui resterait fondamentalement une répartition de la plus-value extorquée à la classe ouvrière), c'est en cas d'une éventuelle réussite du plan Barre, histoire de se présenter avec un visage « réformateur » aux élections. Que Faure, à la suite d'autres politiciens de la majorité propose de s'y attaquer immédiatement, est une preuve supplémentaire de la profonde faiblesse du gouvernement actuel, et du scepticisme d'une fraction de plus en plus importante de la bourgeoisie vis-à-vis de ses capacités à contenir la classe ouvrière.

SONDAGE IFOP

OU EST BARRE ?

Coutumière du classement des brochettes d'hommes politiques, l'IFOP a réalisé après le 7 octobre, un sondage fort instructif pour « Le journal du Dimanche ».

Le principe en est simple : on présente aux sondés une brochette de vingt-quatre politiciens, ministres ou aspirants ministres, et on leur demande leur opinion sur chacun d'eux. Bien sûr, il est toujours possible, lors du

dépouillement de « pondérer » les résultats. Ils restent pourtant intéressants, en tant que constatation que fait la bourgeoisie de ses propres difficultés. Que Simone Veil et Françoise Giroud soient en tête n'étonnera personne : ni l'une ni l'autre n'ont porté le moindre jugement sur la situation actuelle. Par contre, que Mitterrand soit l'homme politique le mieux placé est significatif. Chacun sait qu'aujourd'hui, en cas d'élec-

tions, la gauche l'emporterait. La position de Chirac semble par contre singulièrement gonflée, et plutôt liée au bruit qu'a fait l'ex-premier ministre.

Le plus intéressant n'est pas là. Il y a un grand absent dans le sondage IFOP : Barre lui-même. Si, avant la publication du plan d'austérité, les sondages étaient peu significatifs à son égard (fort pourcentage de non-répon-

ses) ils donnent aujourd'hui un jugement sur le plan Barre. Et ce jugement est un rejet.

Il est fort probable que les enquêteurs de l'IFOP avaient Barre dans leurs listes, mais que l'ordinateur, effrayé par le résultat, l'ait « oublié ». Ou encore que Barre, après avoir déclaré sereinement qu'il se fichait des sondages, ait aussitôt interdit qu'on en fasse sur son compte.

QUESTION : « Pouvez-vous me dire l'opinion que vous avez sur ces hommes politiques suivants. »



Les voilà dans l'ordre d'arrivée...



Mais où est donc Barre ?

Rocard «balance»...

« Je balance entre l'envie de dire « chiche » et « sans blague ». Chiche pour les propositions de justice et d'équité. Sans blague quand je vois le président de la République reprendre nos projets sur le cadre de vie... Je pourrais éventuellement signer ce qu'il a écrit sur la nécessité d'un État hautement démocratique, mais... » explique Rocard. Devant le forum de l'« Expansion », il avait dit aux patrons : « Nous partons de la confiance du monde du travail pour gagner la vôtre... » Dans la mise en place d'une association Giscard-Mitterrand (en se débarrassant au besoin de certains concurrents au sein du PS, comme le CERES), les entremetteurs s'agitent beaucoup. Une sinécure de ministre est à la clé.

LUTTES OUVRIÈRES

VALLOUREC (NOISY LE SEC) : ENCORE UN MAUVAIS COUP DE BEULLAC

Le délégué CFDT licencié

Après plusieurs mises à pied du délégué syndical CFDT de l'usine Vallourec de Noisy-le-Sec et après plusieurs tentatives de licenciement, refusées par l'Inspecteur du Travail, la Direction de Noisy-le-Sec, avec la complicité du ministre du Travail, obtient satisfaction. Voilà ce que font, patronat et gouvernement, du respect du droit syndical. Ce droit qui nous a été acquis après de longues luttes et notamment celles de mai 68. Il est vrai que le patronat et le gouvernement ont négocié ce droit syndical sous la pression et qu'il est gênant pour eux d'être remis en cause par les travailleurs qui utilisent ce droit comme un moyen de lutte.

difficiles et intenable (déplacement de poste de travail, diminutions de salaire, etc...) Ils veulent empêcher que se développent les luttes.

Il nous faut réagir contre cette atteinte aux libertés syndicales qui de jour en jour s'accroît, il nous faut être vigilants et prêts à toutes ripostes pour non seulement défendre nos acquis, mais aussi élargir nos droits syndicaux dans et hors entreprise.

● **A Héricourt, cinquante ouvriers immigrés (marocains et turcs) de l'entreprise POSSI sont en grève pour obtenir des logements décentes, pour refuser une hausse des loyers et charges que le patron prétendait leur imposer.**

Les patrons veulent remettre en cause son existence, en licenciant des délégués syndicaux, des délégués du personnel ou comité d'entreprise, en développant la répression, et mettant les militants dans des situations

BOREL (PARIS)

Un slogan : «*Chez nous le personnel est heureux*»...

La réalité : le personnel en lutte contre le licenciement du délégué CGT

Les «Wimpy», c'est quelques usines à boire et à manger. Quelques unes ressemblent moins que les autres à des snacks, tel que celui des Champs-Élysées. Les «Wimpy», c'est aussi Jacques Borel, le patron des Resto-Routes, de centres commerciaux et d'hôtels. Aux Champs-Élysées, c'est un peu l'image de marque de la société : on y rencontre du beau monde. Il y a bien loin entre le personnel payé sur la base de 1 650 F par mois et la clientèle qu'il faut servir. Chez Borel, on ne badine pas avec le service : un délégué, victime d'un quiproquo dans la fourniture de son arrêt de travail, bien qu'il ait démontré sa bonne foi, vient d'être licencié. Quelle bonne aubaine pour la direction ! Cela va lui permettre de tenter de démanteler la seule organisation syndicale qui existe dans toute la société ! Le délégué licencié, Pascal Thierry, nous explique la grève.

—Pascal : J'ai été licencié parce que mon certificat de travail n'est pas arrivé. La faute en incombe aux PTT, puisque la Sécurité Sociale était, elle, en possession de tous les papiers.

—Le Quotidien du Peuple : Quelle a été la réaction ici ?

—P. : Massive. A 100 % pour le bar, à 60 ou 70 % pour les employés du restau-

rant du 1^{er} étage. Nous sommes syndiqués à 70 %. Mais mon licenciement n'est pas la seule revendication : on demande un salaire minimum à 2 000 F net par mois, 40 H de travail par semaine, au lieu de 42 H 30 et 54 H pour la salle, deux jours de repos consécutifs par semaine, la reconnaissance du droit syndical car, pour ce dernier point, si nous sommes le seul «Wimpy» organisé, ce n'est pas sans raison. Notre

patron de choc fait tout pour l'empêcher : pressions et menaces. Sur la question des salaires, ils ne sont pas les mêmes pour tous. Les moins bien payés sont les plongeurs et les officiers. Sur 1 650 F, il leur reste 1 450 F net par mois. Pour le personnel en salle, il est payé au tronc, c'est-à-dire au pourcentage. Et puis, il y a les repas : d'après la convention collective, ils doivent deux repas par jour. Mais souvent, si un gars fait 8 heures, il ne prendra pas le deuxième. C'est autant de gagné pour le patron, car il n'y a pas de moyen de se faire rembourser.

—QdP : Mais en pleine grève, ça doit leur poser des problèmes ?

—P. : Bien sûr que ça leur gêne : ils essaient tous les trucs. La direction après un jour de grève avait signé un protocole d'accord et examiné favorablement la réintégration et elle nous demandait de reprendre le travail pendant les négociations. Mais le lendemain, pendant que nous étions occupés à discuter pendant six heures

au siège social, la direction distribuait aux travailleurs un tract dénonçant le protocole. Alors, on a compris que l'on était dupé ! Le soir-même, on a décidé de reprendre la grève. On nous coupe le chauffage, les flics nous ont interdit de distribuer des tracts sur le trottoir ; ils nous ont fait déplacer la banderole et essayé de nous faire retirer l'affichage.

—QdP : Que disent les autres boîtes ?

—P. : Ça commence à marcher vers l'extérieur. Nous sommes au troisième jour de grève et déjà, le personnel d'autres cafés est venu nous demander des tracts pour les diffuser dans leur établissement. Les autres établissements vont lancer un appel. Ceux des centres commerciaux envisagent des arrêts. Si les négociations ne progressent pas, nous ferons appel à tout le personnel de la société.

Le slogan de Borel c'est «*Chez nous pas de conflit, le personnel est heureux*», nous avons démontré le contraire !

Recueilli par Roger HARSEYNE

(Montpellier)

33^e congrès CFDT des cheminots

Un démarrage bien difficile pour la nouvelle direction fédérale



L'échec de la politique suivie de 72 à 76 par la CFDT des cheminots, dénoncé par de nombreux intervenants lors du 33^e Congrès tenu du 12 au 15 octobre à Montpellier-La Grande Motte, a été à

nouveau sanctionnée : un vote de défiance avait déjà eu lieu le 13 octobre, plaçant en queue de liste dans le nouveau Conseil Fédéral la majorité de l'ancienne direction réformiste (dans les dix der-

niers élus figuraient tout bonnement huit membres du Bureau Fédéral sortant !). Vendredi 15 avait lieu le vote du «quitus» sur l'équipe sortante (vote de confiance sur le bilan de l'exercice écoulé, sur l'action menée depuis le 32^e Congrès de 73 à Saint Étienne). Là encore, les syndicats n'ont pas estimé que le Bureau Fédéral avait «rempli son mandat» ni qu'il avait pris, dans les trois ans passés, «des décisions qu'a exigées la situation», puisque par 235 votes contre (et seulement 225 pour) la direction réformiste a été condamnée de fait par le Congrès ! Faute de propositions d'«équipe dirigeante de rechange», le vote n'a pu se traduire totalement dans les faits... Ebranlé cependant par ce vote, le Bureau Fédéral (élu de fraîche date avec une bonne partie d'anciens responsables de l'équipe sortante déjugée) a caressé un moment le projet d'un nouveau Congrès extraordinaire destiné à «épurer» la situation de la

Fédération. La crainte sans doute d'y retrouver l'opposition encore plus forte et, cette fois, structurée, a vite fait abandonner cette «solution» (si l'on peut dire !).

Cahin-caha, la nouvelle direction doit avancer, avec ses bagages le poids d'une critique majoritaire. Mais sans doute, la création de la Fédération Générale des Transports et de l'Équipement (avec les routiers, le personnel aérien, les marins...) risque-t-elle d'en être retardée ou bouleversée. Car une «branche fer» CFDT solide en était jusqu'alors une des conditions. D'ailleurs ce problème, qui (initialement) devait être au cœur du débat, a été assez peu évoqué par les congressistes dans leurs travaux, bien que G. Billon (nouveau secrétaire général) ait longuement exalté les mérites de ce projet, sur lequel il nous faudra revenir.

Stéphane RAYNAL

Teinturerie de la turbine (Tarare) : contre les menaces de fermeture, les débrayages ont commencé

La lutte se prépare à Tarare, ville du Nord du département du Rhône, les teintureries de la turbine ont décidé de déposer leur bilan concernant quatre usines et 480 emplois. L'annonce de 140 licenciements vient d'être faite parmi lesquels les délégués du personnel sont particulièrement visés. Les travailleurs et leurs syndicats CGT et CFDT sont déterminés à lutter y compris à mener des actions dures. Mercredi 13 octobre ont déjà eu lieu des débrayages «arrêts de travail qui devront administrer la preuve de la combativité des salariés et qui ne seront que des prémisses d'une action de plus grande ampleur qui pourrait aller jusqu'à l'occupation des usines». Le patron demande aux travailleurs licenciés de ne pas faire leur préavis. Le syndicat CFDT et sans doute la CGT vont tout faire au contraire pour que les travailleurs soient présents dans l'entreprise pendant le mois de préavis.

Ascenseurs OTIS (Lyon) :

«LA GOUTTE D'EAU QUI A FAIT DÉBORDER LE VASE : LE CHANGEMENT D'HORAIRE»

Au début de la semaine dernière, le patron de l'agence Ascinter-Otis (Lyon 7^e), met les ouvriers devant le fait accompli : changements d'horaires pour mieux répondre aux besoins des clients : «C'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase», nous dit un délégué CGT. Le patron veut imposer son diktat : il a avisé le Comité d'Entreprise qui a fermement exprimé son refus, puis l'Inspection du Travail ; la réduction des heures de travail sans réduction de la charge de travail aurait pour conséquence d'aggraver encore les conditions de vie des travailleurs qui rentreraient beaucoup plus tard le soir chez eux, par le rallongement de la journée de travail du fait des embouteillages.

Les conditions de la riposte n'étaient pas au début très favorables du fait que les travailleurs de l'agence sont isolés les uns des autres

puisqu'ils travaillent à l'extérieur. Aussi les délégués ont-ils mis à profit la journée du 7 octobre pendant laquelle ils ont informé tous les travailleurs de la décision du patron et ils se sont tous donnés rendez-vous le lundi 11 au matin devant l'agence. La décision des travailleurs fut vite prise. Depuis lundi la grève est totale et les rares non-grévistes travaillent sans appliquer le nouvel horaire.

La ferme détermination des travailleurs a déjà imposé des reculs à la direction. La grève continue. Aujourd'hui lundi, des délégués doivent rencontrer la direction.

Cette grève est significative de l'aggravation de la crise politique de la bourgeoisie et de la volonté de lutter qui se développe aujourd'hui. Le délégué CGT nous disait : «*Avant, on n'aurait jamais cru une telle riposte possible*».

Correspondant

BOST (DOUBS) les ouvrières victorieuses

A l'usine Bost à Laissey, une dizaine d'ouvrières d'une chaîne de fabrication de pains industriels s'étaient mises en grève depuis le 1^{er} octobre, protestant contre les conditions de travail (bruit, cadences) surtout depuis la mise en service d'une nouvelle machine, et tout ceci avec un salaire de misère. Elles demandaient un franc d'augmentation par heure. Elles ont eu le soutien d'ouvrières de LIP qui sont venues leur rendre visite. Mercredi après-midi, après de longues négociations, une première victoire était obtenue : un franc d'augmentation, pas de salaire inférieur à 11,50 F de l'heure.

LUTTES OUVRIÈRES

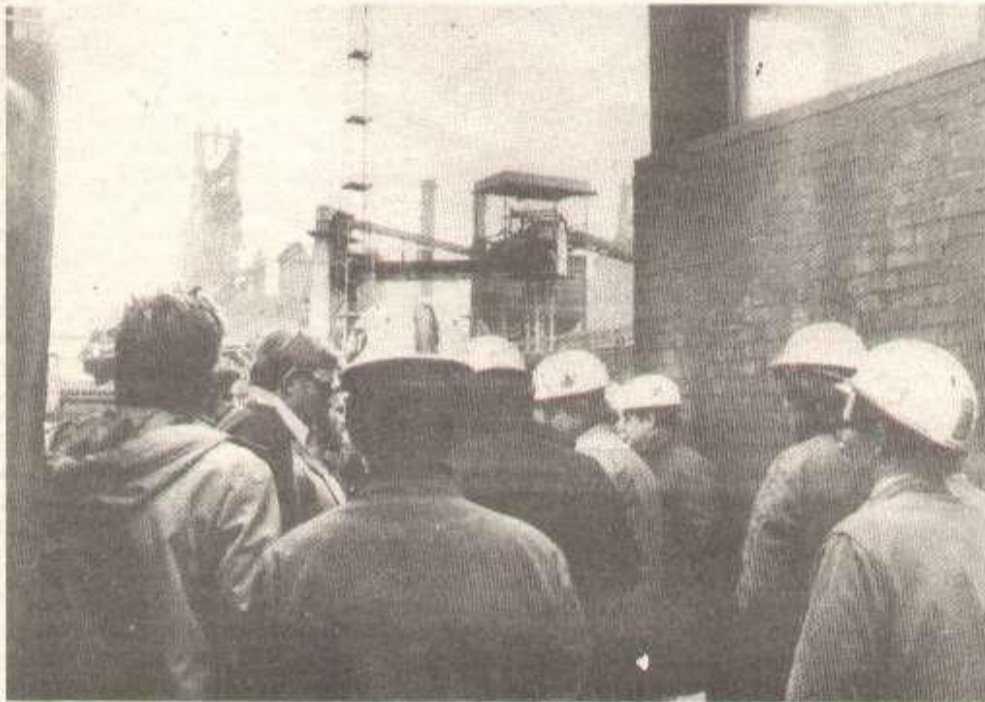
Usinor Dunkerque : LES TRAVAILLEURS DU MATTAGLO VOTENT : «ON POURSUIT LA LUTTE»

Par vote à bulletins secrets, les grévistes de Mattaglo ont décidé de reconduire la grève jusqu'à la prochaine assemblée générale mardi 29. Ils ont rejeté la proposition de reprise de travail de la CGT. Cette centrale a cherché jusqu'à présent par tous les moyens à briser la lutte, qualifiée «d'irresponsable». Elle s'appuyait sur les menaces de lock-out de la direction, pour appeler à la reprise. La mobilisation des grévistes et des syndiqués CGT et CFDT dans

toute l'usine a imposé à la direction de la CGT des réunions d'informations dans tous les secteurs, communes avec celles de la CFDT. Mais attention, aujourd'hui, ce revirement de la CGT n'est qu'une façade. Sous couvert de mobilisation, de soutien de tout Usinor, l'intersyndicale se contente d'appeler à la grève pour le 23.

Il y aura ensuite un meeting pour tout Usinor

le 29. Mais en attendant, Mattaglo lutte toujours seul. Pourquoi ne pas reprendre les formes de lutte employées en 1971 qui ont fait remporter des victoires aux travailleurs d'Usinor et bien sûr organiser des grèves perlées dans tous les secteurs et le coulage des cadences ? Cela nécessite une unité de fond des syndicats sur la volonté de faire aboutir les revendications des travailleurs. C'est la question aujourd'hui débattue par les travailleurs d'Usinor.



LAMINOIR DU VIEUX MARAIS (St Etienne) :

«C'EST MAINTENANT QU'IL FAUT GAGNER»

MOTION

Travailleurs en lutte, envoyez des motions de soutien à la section CGT des Aciéries et Laminoirs du Vieux Marais rue Cheurer Kestner - 42 000 St Etienne.

Le Marais, ce vieux quartier industriel de St Etienne, connaît à nouveau des luttes : Garnier Bauza et les aciéries et laminoirs du Vieux Marais. Il y avait déjà eu une grève avec occupation début mars, dans cette dernière usine, une grève victorieuse. Fernand, le maître de forge a appliqué la politique de la bourgeoisie : augmentation des cadences, sanctions, blocage des salaires.

c'est de continuer, mais en multipliant les initiatives : les propositions ne manquent pas et il ne faut pas les délaïsser.

Que faire ?

- prendre contact avec les travailleurs de Mure, usine qui fait le même travail, pour qu'ils refusent de faire les commandes à la place des grévistes.
- organiser la solidarité financière des autres usi-

nes, des débrayages dans les usines du quartier. Déjà des milliers de tracts ont été diffusés à l'entrée du stade vendredi pour le derby Lyon - St Etienne. Aux Laminoirs, ont dit : «On est là, on a encore le rapport de force pour nous. Il faut tout faire pour le consolider. C'est maintenant qu'il faut gagner».

Lucien FARGE

Garnier Bauza : pour les 10% d'augmentation

Aussi le 1^{er} octobre, après une sanction contre un travailleur, le portail est à nouveau occupé et le reste depuis, sans faille. Aujourd'hui, lundi, se tient une assemblée générale. Que faire, face au mur patronal ? Que faire face aux mesures d'expulsion ? L'avis de tous,

A Garnier Bauza, sous traitement de la SOMA, les travailleurs sont en grève depuis le 29 septembre et occupent la cour de l'usine. Le patron a démenagé des machines et il faut se méfier ! Contre les très bas salaires, ils demandent 10%. Contre l'intransigeance pa-

tronale, ils exigent le paiement des jours de grève. Ils viennent de constituer une section CGT. Si le patron tient le coup, c'est parce qu'en fait, c'est le trust SOMA qui dirige. Cela pose aux travailleurs le problème de l'unité, à réaliser avec les gars de la SOMA.

Malmerspach

GRAND SUCCÈS POPULAIRE DE LA JOURNÉE « PORTES OUVERTES »

Toute la vallée était là, hier à Malmerspach, mais très nombreux étaient aussi les travailleurs venus de Mulhouse, des autres villes du Haut Rhin, de toute l'Alsace et même d'Allemagne et de Suisse. Pour la seule journée de dimanche, de 10 heures à 17 heures, 20.000 à 30.000 personnes (chiffre confirmé par les organisateurs) ont, sous un soleil printanier, parcouru les différents ateliers, faisant un détour pour jeter au passage un coup d'œil sur la fameuse villa où pendant plusieurs jours, les frères Schlumpf ont été retenus prisonniers par les travailleurs. L'espace d'une journée, l'usine appartenait aux travailleurs. Dans chaque atelier, une partie était en fonctionnement sous le contrôle d'ouvriers et d'ouvrières désignés par les syndicats mais les bureaux des chefs étaient vides. L'ambiance était chaleureuse toute empreinte de cette fraternité ouvrière qu'on ne ressent jamais si fort que dans les moments de lutte.

On était venu en famille pour voir le travail, le père, la mère, la sœur ou la fiancée. Les enfants aussi étaient attentifs. Des filles qui ne travaillaient pas ce jour-là, posaient leurs sacs et retroussaient leurs manches, donnant un coup de main. D'autres expliquaient leur boulot. L'immense succès popu-

laire rencontré par cette journée «portes ouvertes» montre qu'il existe un potentiel de force considérable pour soutenir les travailleurs de Schlumpf. Construire l'unité populaire, c'est la garantie que demain contre toutes les

fausses solutions et toutes les fausses promesses de la bourgeoisie, les 2.000 emplois dans le groupe Schlumpf seront maintenus !

Plus que jamais, le mot d'ordre est : «Pas un seul licenciement !»

Peugeot (Besançon)

- Succès de la journée portes ouvertes
- Multiplions les contacts avec les autres usines

Les journées «portes ouvertes» organisées par les ouvriers du garage Peugeot de Besançon ont remporté un franc succès. Les travailleurs de différentes usines de Besançon étaient nombreux à venir le samedi pour faire réparer leurs voitures et surtout engager les discussions avec les grévistes. Cette initiative va tout à fait dans le sens de tisser des liens avec les autres travailleurs comme en témoigne la présence de nombreux travailleurs de Lip, Kelton, Bourgeois... Cela a permis également de faire toute la vérité sur les salaires pratiqués à Peugeot.

Rappelons les revendications des travailleurs : 200 F minimum pour 40 h, la suppression des qualifications inférieures au P. Ce qui ressortait de

cette journée est que les Peugeot sont conscients qu'ils sont partis pour une grève longue. «Nous sommes prêts à tenir un mois et deux». Ils ne se font pas d'illusion sur l'intransigeance de leur patron ni sur celle de la bourgeoisie aujourd'hui, avec le plan Barre. La question, sur la base de cette première initiative, est de la poursuivre et de la développer. «Des actions sont prévues pour cette semaine. Il faut que l'on parle de nous». «Les contacts s'amorcent également avec les autres usines du trust Peugeot sur Besançon, il est prévu un soutien des autres usines avec des collectes».

Après le 7 octobre, la lutte passe par un soutien massif aux Peugeot pour la victoire !

SNCF (Marseille)

LES AGENTS DE CONDUITE EN LUTTE CONTRE LES MÉFAITS DU PLAN BARRE

Depuis jeudi soir, les agents de conduite de Marseille sont en grève. Ils se battent contre la politique d'austérité que la SNCF veut imposer aux travailleurs à l'image du plan Barre. «Rentabilité, exploitation» tels sont les deux grands principes de la direction SNCF que souligne d'ailleurs la CFDT cheminots de Marseille dans un tract diffusé le 11.10.76, ajoutant «La SNCF entend, à son tour, mener la lutte contre les travailleurs... Cette fois-ci, ce n'est pas en s'attaquant au pouvoir d'achat des cheminots... (cela se faisant par ailleurs) mais c'est en augmentant l'exploitation des agents de conduite».

Depuis dix ans, les diminutions d'effectifs se succèdent. La modernisation a servi de prétexte à une suppression massive d'emplois, que ce soit au service exploitation, aux services traction ou encore à l'équipement.

Dans le même temps, on observe un accroissement généralisé de la charge de travail par agent par le cumul des postes et la diminution des temps de repos.

C'est contre cette logique que les agents de conduite de Marseille sont rentrés en lutte.

Ce que veut leur impo-

ser la SNCF, c'est un remaniement complet de l'ordre de succession des journées de travail telle qu'elles sont établies sur les roulements. En jouant sur la suppression de certains trains en fin de semaine ou encore à certaines périodes de l'année, elle pourrait à moyen terme faire faire le même travail avec 13 % environ d'agents de conduite en moins.

On voit facilement les conséquences qui vont en découler : cela serait le blocage de l'embauche jusqu'à diminution des effectifs conformément aux

besoins, la diminution des temps de repos, les difficultés supplémentaires pour la vie de famille.

En engageant et en poursuivant le mouvement les cheminots de Marseille montrent qu'il est possible d'engager l'action dès maintenant, même localement. Cette lutte, bien que ponctuelle, peut empêcher la généralisation de tels procédés sur les autres dépôts.

C'est en menant de telles actions partout, dans tous les services, sur tous les points où la SNCF veut diminuer les effectifs augmenter la productivité, que l'on arrivera à forger le rapport de force national dont nous avons besoin pour obtenir :

- nos 400 F pour tous
- l'amélioration des conditions de travail
- l'amélioration du P4 actuel (réglementation du travail à la SNCF)
- l'augmentation des effectifs

Correspondant SNCF

INFORMATIONS GÉNÉRALES

A Europe N°1, hier soir

GISCARD SUR LA DÉFENSIVE

Giscard était hier interrogé par des journalistes réunis par Europe N°1. Thème de la discussion, ou plutôt règle du jeu : il ne fallait pas aborder les problèmes politiques actuels, mais seulement discuter de la brochure présidentielle nommée «démocratie française». Règle déjà fort significative, à l'heure où l'angoisse, les tiraillements et les doutes règnent dans sa majorité, à l'heure où le refus massif et politique du plan Barre dessinent avec plus de précision la profondeur de la crise dans laquelle se débatte tous les gouvernants, actuels ou postulants.

Aucun journaliste n'a osé parler crûment de la situation économique et politique catastrophique du point de vue de la bourgeoisie. Aussi Giscard s'est-il principalement contenté de paraphraser les chapitres de son livre : pas de nationalisations, le libéralisme est dépassé, il faut une démocratie forte et paisible. Ce dernier point ne manque pas de sel, au moment où Poniatowski prépare avec l'Espagne la répression des réfugiés Basques, et où tous les politiciens, de Chirac à Mitterrand, agissent comme si la campagne électorale était déjà commencée. Giscard a d'ailleurs précisé que selon lui, il ne s'agissait que de «débats», et pas encore d'affrontements !

Malgré leur respect des convenances, les questionneurs se sont permis une désinvolture manifeste : «*Qui espérez-vous convaincre ?*», «*Votre programme est-il crédible ?*», «*N'êtes-vous pas utopiste ?*», «*N'allez-vous pas vers la solitude ?*»...

Signe évident, de la part des journalistes qui n'hésitaient pas, en leur temps et à leur manière à encenser Giscard, de la crise d'autorité du régime et surtout de cette évidence difficile à cacher : l'échec du modèle proposé aux masses, en particulier de sa version Barre, l'absence de solution de rechange «crédible».

Aussi Giscard a-t-il dû s'étendre sur son projet «d'alternance» qu'il appelle «social-démocrate à l'européenne», fondé sur la création d'un centre englobant une partie du PS.

Il a dû même se faire pressant, «regrettant l'erreur du PS de ne pas développer de vraie perspective social-démocrate». Mitterrand, devant les patrons de «L'Expansion» avait entendu l'appel.

En définitive, Giscard a surtout illustré la profonde faiblesse de sa classe à gouverner aujourd'hui. Il faut donc approfondir l'offensive sans plus attendre.

EXPLOSION A SHELL ROUEN

DEUX BLESSÉS GRAVES

Samedi, à 4 h 15 du matin, une très violente explosion s'est produite à la raffinerie de la Shell, au point qu'elle a été entendue à plusieurs kilomètres. L'explosion a provoqué un début d'incendie qui a très grièvement brûlé deux ouvriers de l'usine. Atteints à près de 50%, ils ont été transportés dans un hôpital de Rouen et, devant la gravité de leur état, transférés dans le service grands brûlés d'un hôpital parisien. On ignore tout de leur état.

L'explosion s'est produite dans l'unité de fabrication d'huile moteur, où sont maniés à la fois des hydrocarbures inflammables et des solvants explosifs. Il se trouve qu'à cette heure de la nuit, très peu d'ouvriers travaillaient dans l'unité. L'explosion aurait pu tout aussi bien se produire lors d'une forte concentration, et avoir des conséquences encore plus

graves. Bien qu'on ne dispose pas encore d'éléments sur les causes de l'explosion, il est clair que les conditions de sécurité sont directement mises en cause. Par suite du rendement et des économies sur la sécurité, les explosions dans les raffineries, où sont maniés de dangereux produits, sont fréquentes. Ce nouvel «accident», à la suite duquel deux ouvriers risquent leur vie doit renforcer la détermination à lutter pour une véritable sécurité.

● LES MENACES CONTRE LES RÉFUGIÉS BASQUES SE PRÉSENTENT :

Hier, Poniatowski et son homologue espagnol, Vilar, se sont rencontrés discrètement. Thème de la rencontre : les réfugiés politiques basques en France. Il y a quelques jours, Poniatowski menaçait les réfugiés politiques pro-

GRÈVE DES DÉTAILLANTS EN FRUITS ET LÉGUMES

HAUSSES PRÉVISIBLES POUR LES TRAVAILLEURS

Suite de la p.1

Un commerce qui fait un peu de fruits et légumes «Pour moi, je ne ferais pas grève, les fruits et légumes ne représentent pas grand chose de mon chiffre de vente. Pensez, 24 salades par semaine ! Et puis, je trouve qu'ils exagèrent, les marges sont bonnes ! Ils nous donnent 50 centimes sur les carottes, 80 sur les poireaux, sur les fruits aussi, c'est bon, la tomate 1 F 50 de marge, c'est valable. Regardez le cours des Halles, il se fait livrer par camions tous les jours et ils osent protester !

Le Coop ils vendent encore plus cher que nous, non il ne faut quand même pas exagérer ! Et puis de toutes manières, les supermarchés ne fermeront pas, ils vont en profiter !»

Un magasin de fruits et légumes, rue de Ménilmontant : «Nous, de toute manière, cela ne nous regarde pas, on est des ouvriers, il n'y a que des ouvriers ici, tout ce qu'on peut vous dire, c'est que nous, on n'a eu aucune augmentation, alors qu'ici, on débite drôlement de marchandise !»

«C'EST NOUS QUI ALLONS ENCORE PAYER !»

A la sortie d'un cours des Halles, un ouvrier d'un cinquantaine d'années tient à témoigner : «Moi, je gagne seulement 8 F de l'heure, j'ai 400 F de loyer à payer, avec les transports et puis tout ce qu'il faut acheter pour vivre, ce n'est plus possible. Le fromage à 4,50 F, le café 1,20 F au comptoir, l'huile qui a augmenté, la viande aussi. Le travail est de plus en

plus dur. Moi, je travaille dans les égouts, on est comme des prisonniers, au fond. Le 7, on a fait grève. Il faut qu'on fasse grève encore, car cela ne va plus du tout. Avec le plan Barre, et toutes ces hausses, l'ouvrier, il est complètement écrasé, il n'a plus les moyens. Je suis obligé de garder les mêmes vêtements le dimanche, maintenant, c'est malheureux ! Ils font grève, oui, mais j'ai peur que ça soit encore nous qui allons payer !»

Un vendeur de l'Humanité Dimanche «il ne faut pas avoir un point de vue poujadiste, défendre seulement le travailleur, le petit commerçant a aussi ses difficultés. En fait, c'est beaucoup plus large comme problème !» Un retraité sceptique l'écoute et s'en va...

La démagogie du gouvernement, rendant les détaillants seuls responsables des hausses, ne prend pas dans l'ensemble. Les travailleurs accusent aussi les grossistes, les transporteurs, tous ces intermédiaires qui volent l'ouvrier et le paysan !

Il est fortement à craindre que la grève des détaillants ne se solde par un compromis sur le dos des travailleurs : en effet, toute modification du calcul des marges ne peut qu'entraîner une hausse des prix de vente. L'autre solution serait de réduire le prix de gros. Mais il y a la multiplicité des circuits, les moyens de pression des capitalistes agro-alimentaires... Au total, les travailleurs semblent devoir être une nouvelle fois les victimes désignées de ce conflit significatif d'une crise qui s'aggrave. La lutte contre l'inflation est bien mal partie, en tout cas pour Barre.



ONZE RESCAPÉS SUR TRENTE-SIX : L'ILE DE SEIN N'AVAIT PAS DE CANOT DE SAUVETAGE

Sur cette photo, le corps d'un marin après le naufrage du «Boehien», le pétrolier est allemand qui s'est cassé en deux lors de la tempête. Le gardien du phare de l'île de Sein accuse : «Notre canot de sauvetage est en refonte. Pour l'hiver, l'île n'a pas de canot de sauvetage. Et même si les pêcheurs avaient voulu secourir les marins du pétrolier avec leurs propres bateaux, comme ils le font toujours, ils n'auraient pas pu le faire : personne ne nous a prévenu du naufrage du pétrolier. On l'a appris par la télévision...»

Bilan : vingt six marins noyés ou portés disparus. Les côtes envahies par la marée noire. Les responsabilités sont claires, et écrasantes.

Succès du meeting des fédérations parisiennes

Vendredi soir, à la salle B de la Mutualité s'est déroulé dans une salle pleine le meeting organisé par les fédérations parisiennes du PCRM : «Après le 7 octobre construisons l'offensive ouvrière !»

Dans son intervention, écoutée attentivement par l'assistance, un camarade responsable de la fédération

de Paris s'attacha à montrer l'importance politique de la grève du 7 octobre, comment cette journée marquait un tournant dans la situation politique : développement de la volonté de lutte, de ne pas attendre 78 chez les travailleurs, aiguïssement des contradictions dans le camp de la bourgeoisie. Ne pas attendre 78, engager et coordonner les luttes tout de suite, telle fut la voie tracée par cette intervention.

Des camarades ouvriers et des travailleurs des centres de tri PTT, engagés dans cette bataille se succédèrent ensuite à la tribune.

Jean Louis Raboutet, responsable CGT des Câbles de Lyon Clichy, exposa de manière vivante la situation dans son entreprise et la coordination avec Bourgogne Electronique (Dijon) et la SEP (Bordeaux) qui a

commencé à se mettre en place. Ce fut ensuite le délégué CGT de Sanders Juvisy, lui aussi victime de la répression patronale, qui vint exposer l'unité ouvriers-paysans réalisée contre le trust Sanders. Des postiers ont fait ensuite le point sur la mobilisation existante après le 7 dans les centres de tri parisiens : la volonté de lutte y est importante, mercredi les postiers du centre de Tolbiac vont partir en grève sur le problème des effectifs. Coordonner les différents centres de tri pour pouvoir engager la lutte sur une plus grande échelle, telles sont les exigences qui sont posées aujourd'hui.

Ces interventions furent suivies d'un débat animé. De nombreuses questions furent posées sur l'unité populaire, la liaison ouvriers, la place des chômeurs dans

la riposte au plan Barre, la préparation de la journée du 23 par les directions syndicales... Des délégués CGT de la métallurgie, des chômeurs du 15^e et du 18^e, des postiers CFDT, répondirent eux-mêmes à ces questions.

Ce qui ressort nettement de ce débat c'est qu'il faut prendre maintenant les moyens pour coordonner les actions, rassembler les forces pour frapper. C'est cela qui animait les conversations qui continuèrent après le meeting autour des stands. Déjà une coordination des centres de tri parisiens va se mettre en place, d'autre part la section CGT des Câbles de Lyon appelle les travailleurs parisiens à se mobiliser contre Beullac et ses licenciements, dès le 20 octobre, date où Beullac doit prendre sa décision.

Correspondant Paris

PAYSANS EN LUTTE

EN BRESSE

SANDERS...

Voilà comment une dizaine d'années après nos débuts dans la ferme, alors que nous commençons à posséder un minimum de matériel et de bétail, nous avons dû repartir à zéro.

Vers 1964, nous avons démarré avec Sanders, un lot de vingt porcs.

Premier déficit de neuf cents francs.

Pour éponger cette dette, ils nous ont amené des veaux. Deuxième déficit de neuf cents francs. Ils nous proposèrent alors à nouveau des porcs. Mais ceux qui nous sont arrivés étaient malades et

nous avons refusé de signer. Mais devant l'arrivée de farine, nous avons été obligés de les accepter. Les porcs ont été malades continuellement et pas moins de quarante visites au vétérinaire ont été nécessaires.

Quand ils auraient pu reprendre un peu le poids qu'ils avaient perdu, après trois mois, Sanders est venu les reprendre.

Nouveau déficit. Au total, c'est 4 500 F que nous leur devons sur les trois lots.

L'affaire a été mise entre les mains de Judicia : service contentieux de Sanders et est passée au tribunal.

Nous avons demandé de rembourser la moitié en trois mois et le reste en six mois. Ça a été refusé et une série de lettres et même de menaces nous demandant de payer dans les plus brefs délais nous sont arrivées.

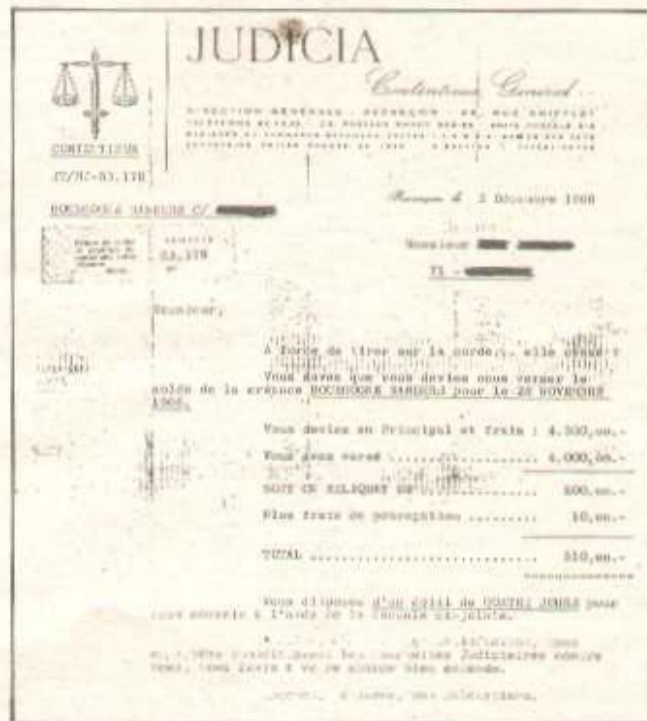
Avec les frais de justice, nous devons 6 500 F.

Pour rembourser, nous n'avons eu qu'une solution : vendre les bêtes de l'écurie.

Dix années de travail pour être obligé de repartir avec rien !

Mme E.

Les articles de cette page sont extraits de «Le Croquant, journal des paysans de Bourgogne-Franche Comté en lutte, pour l'unité avec la classe ouvrière» (n° 3)



En bref

● *Producteurs, n'oubliez pas : que si les groupements de producteurs concrétisent l'organisation collective des travailleurs pour améliorer leur technique de production et les présenter groupés face aux marchés aux entreprises d'amont et d'aval. Ils sont aussi un moyen privilégié de la politique de l'Etat ou des firmes avec la sélection des éleveurs en vue de livrer aux entreprises d'abattage et de transformation de grandes quantités au plus bas prix.*

● *Les gains de productivité du travail réalisés par l'introduction de nouvelles techniques d'élevage ont permis aux entreprises agro-alimentaires de jouer un rôle prépondérant dans la restructuration de la production. Les entreprises d'aliments du bétail et les abattoirs ont un rôle déterminant dans l'élaboration du planning de production, dans les normes techniques de l'élevage et très souvent dans les modalités de financement.*

Mais la rémunération de l'éleveur reste dépendante de l'évolution du marché.

● *La modernisation des ateliers de production n'entraîne pas forcément pour un travail équivalent une augmentation significative du revenu des éleveurs.*

● *Depuis quinze ans, l'ensemble de l'élevage porcin s'est développé sur l'usage massif de l'aliment concentré à base de céréales et de soja. Il en découle, une situation de dépendance des éleveurs.*

Au niveau technologique : les techniques de production et de sélection du cheptel reproducteur se sont réalisées en fonction de l'usage des aliments composés et de la productivité de travail.

Au niveau économique : les entreprises d'aliments du bétail fournissent environ 70 % des besoins alimentaires de la production porcine. Elles prennent un rôle important dans le type de développement de la production.

● *La multiplicité des tâches prises en charge par les entreprises d'aliments composés. (Sélection et fourniture de reproducteurs. Aides au financement du bâtiment et du cheptel. Commercialisation des animaux, soutien technique de l'éleveur, recherche, expérimentation) permettent de comprendre l'intégration des éleveurs :*

Sélection des éleveurs capables de développer rapidement leur production. Dépendance croissante des éleveurs à l'égard de la pratique des firmes d'aliment renforcée par la restriction des crédits bancaires et la sélectivité accrue du Crédit Agricole mutuel.

M. J.

OU LA COPAL

En 1962, une vaste campagne était engagée pour inciter les paysans à compléter leur exploitation trop petite par un élevage industriel, l'affaire était simple. La Paysanne, petite coopérative à l'époque offrait la caution.

«Ce sera l'avenir, il faut écraser le capitalisme», nous disait-on. Beaucoup ont pré-

effectif et gagner plus d'argent».

Beaucoup d'éleveurs ont fait la même chose que nous, se spécialisant dans un élevage de son choix, chacun aggrandit son élevage et accepte un contrat à long terme. Pour la Copal, l'avenir était assurée, le moulin allait tourner au maximum, elle subit une expansion formi-

mes. Aujourd'hui chacun consulte son voisin et s'aperçoit qu'il ne s'agit pas de problèmes particulier, la situation est générale. N'y a-t-il que des mauvais éleveurs ?

Chaque éleveur lésé dans sa confiance pense alors aux promesses et à l'argent engagé pour travailler en coopération : parts sociales - fond de solidarité - caisse de

vrait-elle pas au contraire les aider à remonter la pente plutôt que les envoyer au Crédit Agricole pour faire du bidon. N'a-t-elle pas été instituée pour le besoin des paysans.

Tous ces gens qui tiennent la Copal dans leur main et qui vivent de ses fruits, qu'ont-ils engagé pour sa construction, sont-ils libre de prendre de telles mesures en cautionnant, elle a pris une

responsabilité et elle doit l'assumer. Les adhérents doivent refuser d'allonger les contrats sans garantie pour l'avenir, nous savons bien que la Copal n'est pas seule en tementaux et syndicaux ont leur part de responsabilité, il faut briser notre isolement et part de responsabilité, il faut briser notre isolement et s'organiser pour faire face à cette organisation qui d'après le statut doit rester coopérative au service de tous ses adhérents.

PAS DE PETITS PROFITS !

Avec la sécheresse de cette année, beaucoup d'entre nous ont complété la paille avec des produits liquides à base d'urée du type «Uramel», «nituramol», «Rumilix», «Corral» et j'en passe...

Tout d'abord, on peut contester la valeur effective de complémententation de ces produits vis-à-vis de la paille, la plupart étant notoirement déficients en minéraux notamment calcium et phosphore.

Mais ce qui devient proprement révoltant, c'est leur prix de vente «spécial sécheresse». En effet, la plupart sont composés essentiellement de mélasse et d'urée alimentaire (parfois également de lactosérum) ; ajoutez à cela du sel et quelques vitamines.

La proportion de mélasse incorporée varie entre le un tiers et la moitié du total,

celle d'urée entre 10 et 15 %.

Nous avons personnellement acheté la mélasse 45 centimes le kilo (prix client), ce qui nous fait au maximum 21 centimes de mélasse par kilo d'Uramel par exemple. Ajoutez à cela 15 % maximum d'urée alimentaire aux environs de un franc le kilo soit 0,15 franc plus quelques menus centimes de sel et de vitamines et nous arrivons au pire à 0,50 F le prix de revient du kilo de Vituramol, Uramel et autres.

Or, le prix de vente varie au détail entre 1,30 F et 2 F, la plupart du temps par le canal «avantageux» de certains groupements et coopératives.

Je n'en dis pas plus ! Exploités et exploités se reconnaîtront une fois de plus.

P.G.



férent quitter le métier, d'autres comme nous attachés à la terre cherchaient une solution pour subsister et nous construisions alors un poulailler de mille pondeuses.

A l'époque, cela gagnait un peu d'argent trois à cinq centimes de l'œuf, si bien qu'une partie du bénéfice jugé excessif était alors capitalisé par la coopérative. Cinq ans ont passé, nous aggrandissons et passons à trois mille pondeuses. Les annuités étaient alors payées régulièrement.

La Copal continuait sa campagne d'encouragement avec un élevage en cage vous pouvez tripler votre

dable à tous les niveaux grâce à tous ces éleveurs bons et mauvais.

La Copal est maintenant une «grosse affaire» qui affiche chaque année un plus gros chiffre d'affaires et un bénéfice plus important et assure une situation stable et confortable pour certaines personnes, chose étrange, chez les éleveurs, c'est l'inverse : la désillusion. En réponse à leurs plaintes, on les accuse de maladroites, de négligences, de malhonnêteté pour certains. Les rapports des techniciens sont sévères, laissant croire à chaque éleveur qu'il est seul dans ce cas, l'obligeant presque à taire ses problè-

péréquation - ristourne capitalisée et des années d'efforts et de travail pour en arriver à la faillite. Car derrière tout ça, il y a le Crédit Agricole qui aimerait rentrer dans ses fonds et qui propose des fleurs aux adhérents. Il faut tout simplement faire un emprunt bidon pour éponger le déficit et payer plusieurs millions d'intérêt supplémentaire ou il exige le remboursement immédiat, mais qu'est-ce que la Copal ?

La Copal, c'est nous tous adhérents, éleveurs et clients de toutes catégories elle est le fruit de l'effort de ceux qui l'ont fondé avec leurs parts sociales. Ne de-

INTERNATIONAL

CHILI :

La junte fasciste multiplie les actes de terreur

Le rapport présenté à l'assemblée générale, jeudi à New-York, par les enquêteurs de l'ONU a révélé que la Junte multiplie les atteintes aux droits de l'homme contre tous les secteurs de la population, syndicats, étudiants, associations professionnelles. Les enquêteurs appellent les gouvernements de tous les pays à exercer des pressions économiques sur le Chili pour faire cesser les arrestations arbitraires, les tortures et les déportations, dont l'ampleur est sans égale dans le monde aujourd'hui.

La Junte a fait siennes les méthodes nazies ; la commission d'enquête de l'ONU a recueilli des centaines de témoignages ; la sinistre DINA (police politique), qui est aujourd'hui un véritable Etat dans l'Etat, et le meilleur soutien de Pinochet, utilise des tortures de plus en plus raffinées, allant de l'utilisation des stupéfiants, pour mettre le détenu «en condition» à l'outrage sexuel, qui fait intervenir des animaux spécialement dressés à cet

effet, sans oublier les tortures psychologiques qui passent par l'arrestation et la torture des proches parents des victimes.

La réalité quotidienne aujourd'hui pour le peuple chilien c'est, sous une apparence de normalité, la détention dans les camps, la déportation. Des centaines de personnes ont trouvé la mort, des centaines d'autres sont portées «disparues». La répression s'étend au-delà des frontières, et les attentats contre les réfugiés chiliens à l'étranger se multiplient avec l'aide de la CIA, comme l'a montré le dernier en date, celui de l'ancien ministre d'Allende, Orlando Letelier.

Aujourd'hui, les fascistes de la Junte ont fait de la répression systématique une méthode de gouvernement, la torture et la mort sont la seule réponse de cette clique impuissante qui ne peut régner que par la terreur.

S.V.

POLOGNE :

GISCARD ET LA "DETENTE"

Jean Pierre CHAMPAGNY

C'est à quelques kilomètres seulement de la frontière soviétique que Giscard a longuement discuté ce week-end avec les dirigeants polonais. Ce voyage «privé», en principe consacré aux mondantés et à la chasse, se révèle en fait très politique : selon le porte-parole de l'Élysée, les discussions porteront sur la «détente» en Europe et sur l'appréciation qu'on peut faire de l'application des accords d'Helsinki. En effet, si, dans les relations avec la Pologne, l'impérialisme français s'est efforcé d'obtenir des marchés avantageux, il a également voulu donner à ces relations un caractère «exemplaire», pour montrer que, suivant en cela l'interprétation qu'il donne des accords d'Helsinki, il est possible de détacher plus ou moins de l'empire soviétique des pays de l'Europe de l'Est.

Pourquoi la Pologne ? Parce que ce pays constitue actuellement le maillon faible de l'empire : la crise économique, dont sont responsables le développement d'une agriculture et d'un commerce capitalistes, mais aussi le pillage imposé par le social-impérialisme, est encore aggravée par l'appel fait par la bourgeoisie polonaise aux crédits et aux investissements des pays capitalistes occidentaux. Cette crise, les travailleurs polonais ont refusé d'en faire les frais : en manifes-

tant et en faisant grève contre les hausses de prix en juin dernier, et aussi en refusant de charger des produits alimentaires à destination de l'URSS alors que ces produits manquent dans le pays (céréales, viande). Pour faire face à cette colère, la bourgeoisie fait alterner démagogie et répression, elle est de moins en moins capable de tromper le peuple. Dans cette situation, le gouvernement de Gierek, qui ne cherche que des solutions capitalistes à une crise capitaliste, a



Usine Fiat en Pologne

récemment promulgué des lois qui ouvrent encore davantage la Pologne aux investissements étrangers.

C'est donc un pays en crise, une bourgeoisie en difficulté, que Giscard, en accord avec l'impérialisme américain, veut détacher de l'empire russe, sous prétexte de «détente». Si l'impérialisme américain et ses alliés ont adopté la doctrine Sonnenfeldt qui reconnaît la suprématie soviétique en Europe de l'Est, cela ne signifie pas qu'ils s'interdisent de telles tentatives. Mais quelles peuvent être pour le peuple polonais les conséquences d'un tel rapprochement ? Le développement de la «coopération» avec les impérialismes occidentaux ne profitera qu'à la bourgeoisie, introduira de nouveaux exploités et aug-

mentera les dettes du pays que les travailleurs devront rembourser ; ce n'est certes pas l'impérialisme français et l'impérialisme US qui permettront au peuple polonais de retrouver l'indépendance. Et si la bourgeoisie polonaise va trop loin dans ce jeu avec l'Occident, Brejnev, comme en Tchécoslovaquie, n'hésitera pas à intervenir militairement (il y a déjà 45 000 soldats soviétiques qui occupent la Pologne). Dans ce cas également, le peuple subira les conséquences des rivalités impérialistes. Mais le peuple polonais qui s'est dressé contre la bourgeoisie et contre le pillage social-impérialiste et impérialiste, sait bien que Giscard ne peut rien lui apporter. Il s'est soulevé en décembre 1970, en juin 1976 pour le socialisme, la dictature du prolétariat.

● **THAÏLANDE : LES MILITAIRES AGRESSENT LES TROUPES FRONTIÈRES LAO-TIENNES :** Les militaires thaïlandais ont agressé jeudi les forces laotiennes à la frontière Nord-Est de Thaïlande, dans une région où beaucoup d'étudiants, chassés par la répression qui a suivi à Bangkok le coup d'Etat pro-américain, avaient cherché refuge.

Ces poursuites qui vont de pair avec des attaques virulentes anticomunistes multipliées par les fascistes de Bangkok, ne peuvent que détériorer les relations avec le Laos. Vientiane, en Thaïlande, a demandé à Bangkok de rappeler son ambassadeur dans un délai de 15 jours.

«Nous sommes pour l'austérité»

déclare un dirigeant syndical italien

«Nous ne sommes pas contre l'austérité. Nous pensons au contraire que les mesures gouvernementales ne vont pas assez loin», déclare le secrétaire général de la fédération de la métallurgie italienne. Prenant exemple sur les chemins de fer il déclare : «Augmenter les tarifs de 10 % comme le propose le gouvernement est ridicule compte-tenu... des tarifs actuels qui sont parmi les plus bas d'Europe».

La politique des révisionnistes italiens est une politique d'austérité encore plus violente que celle d'Andréotti contre laquelle se dressent les ouvriers.

LE SOUTIEN A LA POLITIQUE DU PCI

Ces dirigeants syndicaux font leur programme du PCI. «La gravité de la crise économique... exige un tournant dans la politique économique. C'est-à-dire simultanément une lutte contre l'inflation et une orientation des ressources financières de la collectivité vers les investissements productifs et vers le secteur public». Comme le PCI, Trentin veut permettre le développement d'un fort capitalisme d'Etat,

comme le PCI il offre une solution de rechange à la bourgeoisie italienne.

Face au mouvement de lutte qui se dessine contre l'austérité, les révisionnistes tentent d'utiliser leur situation dans et à la tête des syndicats, pour le limiter à un soutien aux projets du PCI, pour l'empêcher de se développer de manière à mettre en échec le plan Andréotti. Aujourd'hui en Italie, la politique révisionniste de compromis historique a un visage concret : c'est l'austérité.

Les relations économiques échange inégal

La France achète essentiellement des matières premières (charbon, soufre, cuivre) à la Pologne ; les produits alimentaires et les produits finis ne représentent que 28 % des importations. En revanche, la France est le deuxième fournisseur de la Pologne, principalement en biens d'équipement. Il s'ensuit pour la Pologne un déficit des échanges commerciaux ; en 1975, les ventes polonaises n'ont couvert qu'un peu plus de la moitié de la valeur des achats en 1975. A l'occasion de la visite du premier ministre, Jaroszewicz, d'importants accords ont été signés, principalement dans le domaine de la chimie, avec Créusot-Loire, Péchiney et Rhône-Poulenc ; mais ils n'assurent pas une diversification des échanges (importation de constructions navales, de textiles souhaitée par le gouvernement polonais) et profitent surtout à l'impérialisme français.

Lokheed en Espagne

Le mois dernier, un petit article de l'hebdomadaire Sabado Grafico donnait une liste de 11 noms, parmi les quels ceux de 8 généraux, de personnes impliquées dans le scandale Lockheed. Si on n'attend pas en Espagne de révélations particulières de la mise au grand jour de cette affaire, en revanche, l'explosion d'un seul dossier, pourrait, pense-t-on, amener celle d'autres beaucoup plus importants, mettant en cause directement la vieille garde franquiste. Or ce mois-ci, le ministre des affaires étrangères a rapporté de son voyage aux USA («tous les documents sur l'affaire Lockheed», qui lui ont été confiés par le ministre de la justice. A corrompu, corrompu et demi : voici l'heure des règlements de compte. Affaire à suivre.

En bref... En bref...

● **VIETNAM :** L'Association des Bouddhistes Vietnamiens en France, dénonce dans un communiqué de presse, la campagne tapageuse faite autour d'une soi-disant «immolation de 12 bonzes et bonzesses» au temple de Thien Vien Duoc Su (province de Can Tho). En effet, l'auteur du scandale, un certain Pham Van

Co. avait été chassé successivement de deux pagodes pour son comportement. Il avait fondé une secte religieuse et ordonné religieuses des jeunes filles qui vivaient dans son temple, ce qui est contraire à toutes les règles Bouddhiques.

Dénoncé par d'anciennes victimes de ses débauches, il décida

de mettre fin à ses jours après avoir supprimé 11 personnes et tenté d'effacer les traces de son crime en mettant le feu au temple.

● **ESPAGNE :** APPEL A LA GREVE GÉNÉRALE Pour faire face au plan d'austérité de Sua-

rez, les commissions ouvrières ont lancé un appel à la grève générale pour le 28 octobre ou le 4 novembre. Des rencontres doivent avoir lieu avec les autres organisations syndicales (UGT et USO) pour décider des actions à mener. Un «appel aux travailleurs» commun devrait être lancé aujourd'hui.

En bref... En bref...

CESSEZ-LE-FEU AU LIBAN

UN SUCCÈS DE LA RÉSISTANCE PALESTINIENNE

La conférence de Ryad a réuni hier le roi Khaled d'Arabie Saoudite, l'émir du Koweït, Sadate, Assad, Sarkis et le dirigeant de l'OLP, Yasser Arafat. Pour la première fois, Assad a dû venir s'expliquer devant les dirigeants des pays arabes. Alors qu'il lançait une offensive depuis plusieurs jours, il est contraint par les mem-

bres de la conférence d'instaurer immédiatement un cessez-le-feu au Liban. Cela s'explique par l'impasse politique dans laquelle Assad se trouve, alors que ses ambitions annexionnistes sont très claires, comme l'est son alliance de fait avec les sionistes pour le partage du Liban, alors que les contradictions des phalan-

gistes avec les Syriens s'accroissent, et qu'Assad a de plus en plus de mal à cacher au peuple syrien la nature de la sale guerre qu'il mène.

Mais le facteur déterminant qui met aujourd'hui en échec Assad, c'est la résistance acharnée des combattants palestiniens

et patriotes qui ont fait payer très cher à l'armée syrienne son avance dans la montagne et dans le sud.

C'est en s'appuyant sur cet esprit de résistance et de fermeté, sur ce premier succès, que l'OLP va lutter à Ryad pour imposer l'évacuation des troupes syriennes du Liban.

tagne, les Syriens ont lancé vendredi une nouvelle offensive contre Bandhoum et Roum, à grand renfort de chars, d'artillerie lourde et de roquettes. Les chars ont réussi à pénétrer dans la ville, et de véritables combats au corps à corps ont eu lieu; armés de lance-roquettes portatifs anti-chars, les fedayins ont opposé une résistance acharnée; l'armée syrienne n'a pu maîtriser que quelques points stratégiques de la localité. Suivant leur tactique habituelle de ne pas s'opposer de front aux agresseurs, les forces progressistes ont lancé une contre-attaque qui leur a permis de reprendre en partie la ville basse. Les Syriens ont ensuite voulu contourner Bandhoum pour essayer de prendre Aley avant l'ouverture du Sommet de Ryad, avec l'aide des troupes fascistes massées au pied de la montagne. Là encore, ils ont été stoppés.

Sur le front du sud, l'offensive syrienne, qui avait

conquis dix-huit kilomètres en trois jours, a été stoppée, mais les occupants ont pilonné Saïda, dont le port est toujours bloqué par Israël. Dans le sud-est, l'armée sioniste, qui appuie l'agression syrienne, a bombardé le château de Beaufort et plusieurs localités voisines, tout en continuant à armer les fascistes qui assiègent Marjayoun.

Tout cela coûte cher aux agresseurs, et la situation militaire contribue à créer un climat politique de nature à inquiéter Assad. «La guerre du Liban va nous coûter plus cher que la guerre d'octobre 73 contre Israël», a déclaré à la presse de Beyrouth un soldat syrien du front de Aley, et «de plus nous combattons alors un ennemi... aujourd'hui, nous nous affrontons à un allié et un ami». Résistance acharnée et succès de la résistance, pertes lourdes pour l'armée et le peuple syrien ont acculé Assad à accepter un cessez-le-feu à la conférence de Ryad.

Le PCF, l'URSS et le Liban

L'Humanité de samedi est revenue sur le rôle de l'URSS au Liban en affirmant «les chars qui procèdent au nettoyage des ruines de Bhamdoun, de Roum, de Jezzine... sont des T 35 soviétiques» et reconnaît que ce sont des MIG qui bombardent le Liban, pour conclure «dramatique paradoxe que celui de cette aide dévoyée». Dans son éditorial international, le PCF prend ainsi ses distances à l'égard de l'URSS. «Quelle que soit la légitimité du souci qui consiste à vouloir préserver les liens existants entre l'URSS et le peuple syrien... il est certain que l'Union Soviétique, en raison même de l'importance de ses fournitures passées, détient effectivement de grands moyens de pression sur Damas».

Le parti de Marchais est embarrassé par l'attitude de l'URSS ce qui l'amène à cacher partiellement la vérité. Ce ne sont pas les livraisons passées, mais les livraisons récentes et actuelles de l'URSS qui sont en cause. L'armée syrienne n'existe, ne peut attaquer au Liban que par la poursuite des livraisons exclusives de l'URSS à Assad. Il ne s'agit pas d'une «aide dévoyée», mais d'une coïncidence entière dans les buts entre Assad et Brejnev : soumettre la Résistance palestinienne et imposer Israël.

Mais cette prise de position du PCF, qui vient après la «désapprobation» de l'occupation de la Tchécoslovaquie, après la critique des hôpitaux psychiatriques et de la répression en URSS — le PCF envisage de se joindre à une protestation sur cette question — accroît les dissensions qui agitent le camp révisionnistes. Le PCF prend ses distances sur les aspects les plus rebutants, de la réalité soviétique, là où ouvertement elle apparaît comme un pays impérialiste au même titre que

les USA, tandis qu'elle est dénoncée par l'OLP. Pour autant il ne dénonce ni les propositions de l'URSS, ni le caractère impérialiste de son attitude.

Par ce moyen le PCF se démarque à peu de frais de l'URSS. C'est pour s'affirmer plus soucieux des intérêts de l'impérialisme français que le gouvernement de Giscard. «La France doit... mener une politique indépendante à l'égard de toute grande puissance». «Un gouvernement français digne de ce nom ne devrait-il pas se dresser contre l'intervention syrienne?» poursuit l'éditorialiste enfin sorti de l'embarras.

Le PCF n'a-t-il pas à tout bout de champ soutenu la conférence de Genève? N'a-t-il pas à chaque occasion appelé à la reconnaissance de l'Etat d'Israël? Quant au fond la politique qu'il voudrait voir adopter par l'impérialisme français ne se différencie pas de celle poursuivie par l'URSS depuis 1967. Mais aujourd'hui au Liban, il n'est pas possible de soutenir le peuple palestinien et prendre en même temps la défense de l'URSS, on ne peut prétendre que l'URSS est le soutien du mouvement de libération nationale.

C'est une tentative du PCF pour se donner à la fois un vernis d'ami du peuple palestinien et pour se montrer aux yeux de la bourgeoisie comme un parti soucieux des intérêts bien compris de l'impérialisme français dans le Moyen Orient. En cela il doit prendre ses distances à l'égard de Moscou, en cela il met en avant un nouveau sujet de dissension parmi tous ceux qui agitent le mouvement révisionniste. Leur source est une : les partis révisionnistes défendent avant tout les intérêts de leur impérialisme, dont les intérêts sont en opposition avec ceux de l'URSS.

G. CARRAT

LA RÉSISTANCE A FAIT PAYER CHER A L'ARMÉE SYRIENNE SON AVANCE

L'offensive des trois divisions blindées syriennes s'est poursuivie vendredi et samedi au Liban, avec l'appui du blocus naval et aérien imposé

par Israël, en direction des deux points stratégiques essentiels : l'aéroport de Beyrouth et le port de Saïda. Mais les agresseurs aux ordres d'Assad n'ont pu faire ce qu'ils espéraient : ils pensaient jeudi, se rendre maîtres de la route Damas-Beyrouth et des positions dominant Saïda en 72 heures. Trois jours plus tard, Aley et Saïda tiennent toujours.

Sur le front de la mon-

AFRIQUE AUSTRALE

AFRIQUE DU SUD

Le Transkei : UNE «INDÉPENDANCE» CONTRE LE PEUPLE

Matanzima, premier ministre fantoche du bantoustan du Transkei, s'est félicité des résultats des élections qui lui sont favorables. Il prétend en tirer argument pour faire reconnaître au niveau international la pseudo-indépendance que les racistes veulent proclamer le 26 octobre prochain. Mais Matanzima avait fait arrêter avant les élections les dirigeants de l'opposition, adversaires de la fausse indépendance dont il

se fait le complice. Présenté par les racistes comme la fin du système de l'apartheid, les bantoustans n'en sont que le perfectionnement; ce que Vorster appelle «développement séparé», c'est la déportation des Africains dans des zones désertiques, dans des baraques en tôle, sous contrôle de fantoches. Les travailleurs seront contraints d'y habiter et d'aller dans les usines des métropoles racistes, d'où ils pourront être

renvoyés au moindre signe de révolte.

La première tentative que font les racistes avec le Transkei va être l'occasion d'une vaste campagne internationale pour restaurer l'image de marque du régime de Vorster qui en a bien besoin : nous en voyons déjà les effets sous forme de publicité dans les journaux. Mais cette prétendue indépendance donnera aussi le signal d'une nouvelle vague de manifestations des travailleurs et de la jeunesse d'Afrique du Sud. Les habitants de Soweto avaient décidé de boycotter samedi un meeting de Matanzima : rattachés à l'ethnie xhosha

que les racistes veulent regrouper au Transkei, des milliers d'entre eux seront victimes de la «bantoustanisation» : ils devront choisir entre l'appartenance au Transkei, qui ferait d'eux des travailleurs immigrés, et l'appartenance à l'Afrique du Sud, qui les mettrait directement sous la coupe des racistes. Pas plus qu'elle ne trompera les peuples d'Afrique et du monde, la nouvelle politique de Vorster ne calmera pas la colère du peuple d'Afrique du Sud : il sait que, loin de constituer un recul, c'est en fait une aggravation de l'apartheid.

J.P.C.

ZIMBABWE

L'IMPUDENCE DE SMITH

Alors que la conférence de Genève, organisée par la Grande-Bretagne en tant qu'ancienne puissance coloniale en vue de l'accession au pouvoir de la majorité au Zimbabwe doit se tenir à la fin du mois. Le dirigeant raciste Smith a déclaré que les «terroristes n'ont rien à faire dans les négociations» et qu'il souhaite le transfert du pouvoir à une majorité «responsable et civilisée». Il manifeste bien son refus obstiné du pouvoir de la majorité, malgré tout ce que Kissinger a voulu lui faire dire. Il ose traiter les patriotes de «terroristes», alors que son armée et sa police déportent, torturent, assassinent et incendient les villa-

ges «suspects». Mais Smith ne se rend pas compte qu'il est bien loin le temps où il affirmait que la majorité ne serait pas au pouvoir «avant mille ans».

Aujourd'hui, il est sur la défensive, les patriotes du Zimbabwe donnent leurs conditions : ils n'admettent Smith à la conférence que comme membre de la représentation britannique; de plus, ils ont désigné comme représentants à la Conférence des patriotes encore détenus arbitrairement par les racistes. Dans ces conditions, étant donnée l'arrogance de Smith, il est fort peu probable que la conférence puisse avoir lieu à la date prévue.



Les fantoches revêtent les oripeaux de la bourgeoisie

le quotidien du peuple 1^{er} ANNIVERSAIRE

CAMPAGNE D'ABONNEMENTS EXCEPTIONNELLS

Menons ensemble cette bataille

LA CARTE D'ABONNÉ-AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

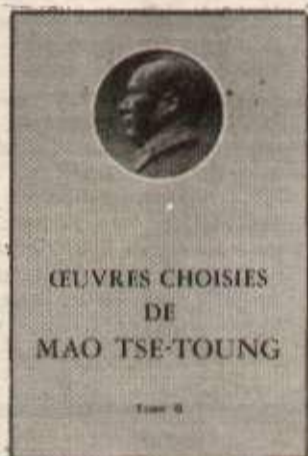
● **A un abonnement au choix à :**

- Front Rouge
- Rebelles
- Pékin Information
- La Chine en construction



● **Et à un livre ou un disque au choix**

PARMI LES LIVRES



- 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tse-toung
- La réception dès parution du «Grand Livre Rouge du Marxisme Léninisme», ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme léninisme
- «Révolution et contre révolution en Argentine» de Gèze et Labrousse
- «La Chine de Mao» par Roger Pic
- Ismail Kadaré et la nouvelle poésie albanaise, de Michel Métais
- L'Antidühring d'Engels
- Les cahiers philosophiques de Lénine

PARMI LES DISQUES



- Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
- Un disque de François Tusques (Ça branle dans le manche)
- Dansons avec les travailleurs immigrés
- Un disque de Gilles Servat (L'Hirondelle ou le Pouvoir des mots)
- Les chants de la Résistance Palestinienne
- Un disque de Carlos Andréou (un peuple en lutte : Espagne)

● **Réception de la brochure «Programme et Statuts issus du 2^e Congrès du PCRml»**

● **Sur présentation de la carte**

(abonné-ami

du Quotidien du Peuple)

REDUCTION

- ▶ de 10 % sur plusieurs librairies, dont :
 - La librairie populaire (rue Duguesclin) à Lyon
 - «Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans
 - La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille
 - «Mimésis» (5 bis rue de Grassi) à Bordeaux
 - «Librairie 71», 24 rue J. Jaurès à Nantes.
 - «L'Armitière», 12 bis rue de l'École à Rouen.
 - Librairie «Tschann», 84, bd du Montparnasse à Paris.
 - «Graffiti», 210, rue Jean Jaurès à Brest.
 - Librairie «Lire», 16, rue Sainte à Marseille.
 - «Jean Rome», 1, rue des Grès à Clermont-Ferrand
 - Librairie Giraudon, 20, rue de Kerampont à Lannion.
- ▶ de 15 % à la librairie «Le grand jeu», 20, rue Colbert à Reims.
- ▶ de 33 % sur les éditions Pierre Jean Oswald, 7, rue de l'école Polytechnique - Paris 5^e

Cinémas (tarif étudiant tous les jours) :

- «La Clef», 21, rue de la clef, Paris 5^e
- «Olympic», 10, rue Boyer
- «Entrepot», 7, rue Pressensé
- «Seine Cinéma», 10, rue Frédéric Santon (tarif étudiant la semaine).

ENTREE GRATUITE aux fêtes et galas du QdP, du PCRml, de l'UCJR, et au ciné-club «Printemps» à Paris.

Inscription prioritaire pour le voyage en Albanie qu'organise l'été prochain «le Quotidien du Peuple».

- Abonnement normal 300 F
- Abonnement de soutien 500 F
- Abonnement de soutien F

- Mode de Versement :
- En une fois
 - En trois fois

NOM (en capitales).....

Prénom

Adresse

Ville

parmi vos lettres...

...Depuis dix mois, les travailleurs de l'IMRO luttent contre la liquidation et la fermeture de leur entre-

prise, conséquence de la restructuration capitaliste dans le milieu de la Presse. Comme si l'expulsion, le 16

juillet dernier à l'aube, par les forces répressives de l'Etat bourgeois des ouvriers occupant l'imprimerie, ne leur avait pas suffi, voilà maintenant, que nos «chers défenseurs des intérêts ouvriers» siégeant au boulevard Poissonnière donnent la main à la bourgeoisie dans sa tâche de répression et de destruction des luttes ouvrières. Vraiment le cynisme de Marchais n'a pas de frontières. Pour gagner à tout prix les législatives de 78, le parti bourgeois révisionniste qu'est le P«C»F ne recule devant aucune magouille contre les luttes ouvrières et ne craint pas d'affronter aux côtés des forces bourgeoises d'exploitation les forces prolétariennes et paysannes révolutionnaires. (...)

Selon eux, c'est ce qui est écrit dans leur charte des libertés, le droit de grève est certes garanti, mais, la lutte ouvrière ou paysanne visant à détruire l'appareil d'Etat bourgeois, toute sa cohorte d'organismes et de personnels à sa dévotion, est formellement interdite. (...)

Dès à présent, mobilisons-nous afin d'empêcher de nouvelles et cyniques atteintes portées au droit de lutte du prolétariat associé à la paysannerie petite et moyenne !

Un militant UCJR de Lorraine

Chers camarades,
Vous m'avez envoyé régulièrement le Quotidien du Peuple depuis le 25 août. Je ne peux payer immédiatement car je suis chômeur et j'attends dans les quinze jours de l'argent frais.

Aussi, pouvez-vous continuer à me l'envoyer quand même.

Je me joins à vous chers camarades dans la douleur que nous a causé la mort du camarade Mao Tse-Toung.

Sentiments militants et communistes.
A.A. MEYSSAC

J'écris pour vous donner les résultats, tout du moins en ce qui concerne, de la nouvelle formule d'acheminement du Quotidien du Peuple.

J'ai reçu deux fois (lundi et samedi) le jour même. Le reste, je l'ai reçu avec un jour de retard, comme auparavant donc.

Voyez donc ce que vous pourrez faire de plus : vous êtes dans la bonne voie.

Un quotidien qui est fait pour coller à l'actualité est nettement plus intéressant à lire le jour même de sa parution.

Un lecteur
Lons-le-Saulnier

Front Rouge n° 9 est paru

front rouge

ORGANE CENTRAL
DU PARTI COMMUNISTE
RÉVOLUTIONNAIRE (marxiste-léniniste)

DOSSIER CHINE : Mao Tse-toung contre le révisionnisme

N° 9 NOUVELLE SÉRIE 5 FRANCS OCTOBRE 78

PASSEZ VOS COMMANDES A :
FRONT ROUGE BP68 - 75019 - PARIS
5 F + 2 F (port)

Abonnez-vous au quotidien

Le Quotidien du Peuple
Publication du PCRml
Adresse Postale BP 225,
75 924 PARIS Cédex 19
Crédit Lyonnais,
Agence ZU 470,
Compte n° 7713 J
Directeur de Publication :
Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire :
56 942

203 63 61
de 14 h à 18 h.

feuilleton

325 000
FRANCSde
Roger VAILLAND

Editions Buchet Chastel

25^e épisode

De février à décembre, il ne lui restait que dix mois pour accomplir des exploits. Il se sentait fort à obliger un bœuf à s'agenouiller devant lui, courageux à aller tout seul enlever une fille au milieu du bal d'un village ennemi. Qu'on lui proposât un travail, un pari ou une bataille, il n'avait qu'une réponse :

« Ça ne me fait pas peur. »

L'année de conscrit est pleine de loisirs. Tout le village respecte cette floraison qui n'a lieu qu'une fois dans la vie. Les voisins donnent un coup de main au père dont le garçon fait le conscrit. Le Bressan qui avait finalement opté pour des prouesses sportives, commença à s'entraîner dès février. Il roulait toute la journée sur les routes glacées. Il s'éloignait chaque jour un peu plus. Sa première grande côte, le col de la Faucille, il la grimpa dans la neige fondante et tomba dix-huit fois. Il avait calculé ce que rapportent au cours de l'été les primes des courses de canton, et qu'elles lui permettront de tenir table ouverte à l'auberge. Il sera doublement champion de cyclisme et de générosité.

Il avait passé à Bionnas la semaine qui suivit le Circuit, parce qu'après qu'il eut dépensé tout l'argent gagné, Jambé d'Argent lui avait fait crédit pour la nourriture, le logement et la boisson. Jambé d'Argent, vieux romantique, aime les têtes brûlées. Le dimanche suivant, le Bressan avait couru à Saint-Claude, où il avait dépensé dans la nuit les primes remportées. Il était revenu à Bionnas pour y attendre la course de la Pentecôte à Bellegarde, ville voisine. Jambé d'Argent lui avait de nouveau fait crédit, mais plus pour la boisson.

Le mardi soir, à neuf heures et demie, il était seul devant un verre vide. Il espérait que quelque client attardé lui offrirait un pot, en souvenir de ses largesses passées.

Busard entra et vint à lui :

« Qu'est-ce que tu bois? demanda Busard.

— Tu me dois cinq mille francs, répondit le Bressan.

— Depuis quand?

— Tu m'as volé la prime au col.

— Fais attention à ce que tu dis!

— Paie-moi, j'ai besoin de sous. »

Busard parut avoir un instant d'hésitation. Jambé d'Argent qui les avait écoutés et qui les observait, crut qu'il allait répondre au Bressan par un affront.

Il s'avança pour garer le matériel.

Mais Busard s'assit en face du Bressan.

« C'est bon, dit-il. On va parler de ça. »

Jambé d'Argent s'éloigna.

« Veux-tu gagner 325 000 francs? » demanda Busard.

Le Bressan le regarda en clignant des yeux. Il a de petits yeux, fentes étroites dans les joues roses.

« C'est à voir, dit-il.

— 325 000, d'ici fin novembre, plus 500 par jour pour ta pension. Je te logerai.

— C'est à voir, répéta le Bressan. Pourquoi me proposes-tu cela?

— Parce que j'ai besoin de toi. »

Il expliqua son projet. Une presse à injecter fonctionne vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Trois ouvriers y travaillent à tour de rôle, à raison de trois postes de huit heures par jour. Il ne serait pas possible à deux hommes seulement d'en assurer le service, à raison de deux postes de douze heures, autrement qu'exceptionnellement; la fatigue en effet, commence à se manifester, sous la forme d'une somnolence, dès la sixième ou la septième heure; la plupart des accidents arrivent au cours des deux dernières heures des postes de huit heures. Mais en alternant quatre heures de travail, quatre heures de repos, il n'y a pas de raison de ne pas résister indéfiniment. Six fois quatre font vingt-quatre; à raison de trois postes de quatre heures chacun, deux hommes peuvent assurer le service d'une

à suivre

CINÉMA

UN ÉLÉPHANT,
ÇA TROMPE ÉNORMÈMENT...

UN FILM D'YVES ROBERT

Jean Pierre BOULOGNE

La comédie est l'enfant chéri du cinéma français. Et pour cause. Un simple coup d'œil sur la liste des films à succès de la saison 75-76 permet de comprendre pourquoi producteurs et distributeurs affectionnent particulièrement ce genre. On y trouve dans l'ordre : «A nous les petites Anglaises» (deuxième position, plus de seize millions de francs de recettes) suivi de près par «l'Incorruptible», «On a retrouvé la

septième Compagnie», «Le Sauvage», «La Course à l'Echalotte», qui ont tous dépassé les treize millions de francs de recettes.



septième Compagnie», «Le Sauvage», «La Course à l'Echalotte», qui ont tous dépassé les treize millions de francs de recettes.

Ce genre de films est un peu au cinéma ce que le vaudeville ou le comique troupié est au théâtre : un spectacle de pur divertissement, sans prétentions «culturelles», dont le principal but est de faire oublier, l'espace d'une séance de cinéma, les difficultés de la vie quotidien-

ne à un public populaire, qui vient au cinéma en famille ou entre copains.

La comédie a ses règles : une intrigue à rebondissement, tournant autour des problèmes sentimentaux des héros, situé de préférence dans le milieu de la grande bourgeoisie, quelques gags bien rôdés, un ou plusieurs acteurs très connus du grand public : Robert Lamoureux (la septième Compagnie), Yves Montand (Le Sauvage), Jane Birkin (La Course à l'Echalotte).

Yves Montand (Le Sauvage), Jane Birkin (La Course à l'Echalotte).

«Un éléphant, ça trompe énormément...» est bien parti pour être le grand succès de la rentrée 76. Il respecte soigneusement les lois du genre, à une exception près : Yves Robert a fait appel à quatre comédiens connus, pour multiplier ses chances de réussite. Victor Lanoux est un dragueur invétéré que sa femme de deux enfants, qui tombe amoureux d'un mannequin venu poser pour incarner Marianne. Ses déboires et ses mésaventures forment la trame de l'intrigue du film.

La caricature, souvent assez fine fait mouche, par exemple lorsque Guy Bedos reçoit un malade et commente au téléphone les résultats des analyses de son patient, devant lui. Satire assez juste, également, du monde des fonctionnaires, son confort,

misme, ses intrigues, ses coteries. Mais cette critique reste dans les limites souhaitées par la bourgeoisie. Elle s'attaque aux petits travers des personnages, à leurs tics, sans pour autant remettre en cause le système qui les produit. D'ailleurs, la critique de mœurs reste un aspect secondaire du film. Le ressort principal du comique c'est l'intrigue : chassé-croisé des personnages, malentendus, mensonges des uns et des autres qui finissent par les mettre dans des situations impossibles. Ainsi, Jean Rochefort finit par se retrouver sur la terrasse de l'immeuble de sa maîtresse, filmé par la télévision, qui croit qu'il veut se suicider, etc.

L'humour est une arme. Utilisé par la bourgeoisie, c'est un moyen efficace et discret de faire passer son point de vue sur le monde : dans «Un éléphant...», cela est particulièrement net en ce qui concerne le rôle des femmes et le couple. Sous des allures modernistes, le film reprend l'image traditionnelle du théâtre de boulevard, le fameux triangle de l'adultère bourgeois. Mais ce qui frappe le plus dans le cinéma comique français, c'est le milieu social qu'il décrit. Contrairement à certains auteurs italiens (Dino Risi, Ettore Scola) qui mettent en scène des personnages issus du peuple, les réalisateurs français se contentent de nous montrer toujours la même bourgeoisie parisienne, vautreée dans ses appartements de luxe et ses grosses voitures. C'est d'ailleurs un signe de crise de la part du cinéma que son incapacité foncière à nous montrer autre chose que le nombril de la classe dominante.

programme télé

LUNDI 18 OCTOBRE

TF 1

18 h 05 - A la bonne heure
18 h 35 - Pour les jeunes
19 h 00 - Anne jour après jour
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Une minute pour les femmes
19 h 45 - Eh bien, raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Les missiles d'octobre Films américain reconstituant l'affaire des missiles de Cuba en 1962
22 h 30 - Débat
23 h 30 - Journal

A 2

18 h 35 - Le palmarès des enfants
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Chacun chez soi

20 h 00 - Journal
20 h 30 - La tête et les jambes
21 h 55 - Les années bonheur
22 h 55 - L'huile sur le feu
23 h 30 - Journal

FR 3

18 h 45 - Pour la jeunesse
19 h 05 - Magazines régionaux
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Prestige du cinéma : Le voleur film français de Louis Malle (1966) avec Jean Paul Belmondo. Adaptation du roman de l'écrivain anarchiste Georges Darien qui présentait une critique assez violente de la bourgeoisie française à la fin du XIX^e siècle. Le film édulcore le roman, malgré quelques personnages assez réussis.
22 h 25 - Journal

PÉROU : LA FIN D'UN MYTHE ? 2

LES AVATARS DE LA BOURGEOISIE NATIONALE

Par JEAN GUINARD de retour du Pérou et HÉLÈNE VARJAC

QdP. - Que s'est-il passé à l'école militaire de Chorillo les 7 et 8 juillet ?

J.G. - A l'époque, je m'y trouvais... Un secteur apparemment minoritaire s'est soulevé contre ceux qu'on appelait les ministres «progressistes», Fernandez Maldonado, le ministre de l'agriculture, Gallegos et Angel de la Flor, ministre des affaires étrangères, qui ont effectivement quitté le gouvernement. Là il s'agissait d'une pression assez forte de secteurs directement liés à l'impérialisme. Et si on y regarde d'un peu plus près, ce soulèvement n'a pas été aussi isolé qu'il n'y paraissait, d'une part parce que la marine qui le manipulait semblait-il a pris le large, mesure spectaculaire d'intimidation, la flotte a levé l'ancre à ce moment, à la fois pour marquer son opposition au régime, et pour ne pas être directement impliquée, ce qui

res et même les organismes corporatistes qu'eux-mêmes avaient créés, à défendre le gouvernement. Personne n'a appelé à le défendre. Il n'y a pas eu d'affrontement. Moi, j'ai fait le tour de la caserne où les mutins étaient soi-disant retranchés, les gens prenaient le soleil tranquillement. On en est presque à se demander s'il n'y a pas eu un scénario dans lequel au fond tout le monde était objectivement d'accord au départ.

LES DIFFERENCES DE PROCÉDURE AVEC L'IMPÉRIALISME US

QdP. - Est-ce que cette tentative de rébellion entraine plus directement dans les plans du FMI que ce qui est en train de se passer à l'heure actuelle ?

J.G. - Je crois que c'est plutôt une question d'échelle, de temps, de forme, plutôt qu'une divergence de fond. Il est certain que

pendant tout le processus les secteurs «progressistes» craignent plus la mobilisation populaire que l'offensive de la droite.

DES MESURES PRO-IMPÉRIALISTES

QdP. - Quelles sont les premières mesures qui ont été prises après le soulèvement de juillet ?

J.G. - Outre le maintien de l'état de siège qui est prorogé tous les 30 jours, les premières mesures sont nettement pro-impérialistes ; d'ailleurs le premier ministre, le général Guillermo Arbulu est lié à la marine et à l'Apra. Il y a eu :

- remise au secteur privé de la flotte de pêche,
- possibilité accrue pour les firmes étrangères d'explorer et d'exploiter les richesses pétrolières du sous-sol et de la plateforme continentale (décret 029-6-EM/DGH),
- remise en question de la communauté industrielle (entreprises auto-gérées),
- fin de la stabilité du travail : possibilité pour le patron de renvoyer les travailleurs,
- restriction des crédits à la propriété (ceci touche un certain nombre de petits paysans)

VERS UN RETOUR DE L'OLIGARCHIE ?

QdP. - Certains interprètent l'éviction des militaires de «gauche» comme un retour en force de l'oligarchie, qu'en pensez-vous ?

J.G. - Je pense que pendant cette période il y a eu des transformations incontestables du mode de production. Le pays s'est très nettement industrialisé ; dans les campagnes, sans qu'il y ait une véritable capitalisation, certaines relations de productions semi-féodales ont certainement disparu. S'il est vrai que parmi les gens qui reviennent, il y a beaucoup de gens de l'ancienne oligarchie, ils ne reviennent pas en tant que représentants de la même classe parce qu'entre temps, leurs intérêts se sont effectivement fusionnés, déplacés dans les secteurs industriels. On retrouve les mêmes noms, les mêmes entreprises, mais ils ne représentent plus les mêmes intérêts qu'avant.

UNE TRANSFORMATION CAPITALISTE AU PÉROU

Ce serait une erreur de dire que ce régime a laissé le pays dans l'état où il était. Il est certain que la grande propriété aux mains de l'oligarchie terrienne a été considérablement touchée. Les grands propriétaires, disent certains, ont reçu comme indemnisation des bons réinvestissables

LA BOURGEOISIE NATIONALE DES PAYS OPPRIMÉS EST UNE CLASSE À DOUBLE CARACTÈRE

«La bourgeoisie nationale est une classe à double caractère. D'une part elle subit l'oppression de l'impérialisme et est entravée par le féodalisme : aussi se trouve-t-elle en contradiction avec eux. A cet égard, elle est une des forces de la révolution. Au cours de la Révolution chinoise, elle a déployé une certaine activité dans la lutte contre l'impérialisme et les gouvernements des bureaucrates et des seigneurs de guerre.

D'autre part, en raison de sa faiblesse économique et politique et du fait qu'elle n'a pas rompu complètement ses liens économiques avec l'impérialisme et le féodalisme, elle n'a pas le courage de les combattre jusqu'au bout. Cela devient particulièrement évident dans les périodes d'essor des forces révolutionnaires populaires.

De ce double caractère de la bourgeoisie nationale il découle que, à certains moments et dans une certaine mesure, elle peut participer à la Révolution contre l'impérialisme et les gouvernements de bureaucrates et des seigneurs de guerre et devenir une force révolutionnaire, mais que, à d'autres moments, on risque de la voir emboîter le pas à la grande bourgeoisie compradore et agir en auxiliaire de la contre-révolution». Mao Tsé-toung

dans l'industrie. Les chiffres montrent qu'ils ont peu investi dans l'industrie, qu'ils ont peu joué le jeu. Les capitaux ont été exportés. Ce n'est donc pas le retour à 68, c'est le retour à une société dépendante dans le cadre de «la division internationale du travail», qui fait que pour les Etats-Unis, il est plus intéressant d'avoir certains foyers de développement industriels au Pérou plutôt qu'un pays pré-capitaliste reposant sur le développement agricole. C'est un pays qui va probablement rester aussi dépendant des Etats-Unis en fonction de la nouvelle stratégie de l'impérialisme qui ne repose plus sur la possession essentielle du secteur primaire.

QdP. - Il semble justement qu'il soit en train de revenir là-dessus. Le contrôle des secteurs secondaires et tertiaires, ce serait le cas au Brésil par exemple, mais en Bolivie ou au Pérou, les Etats-Unis seraient plus intéressés au secteur minier.

J.G. - Il est possible effectivement qu'avec la rareté des matières premières, l'orientation soit un retour vers ce secteur, mais de toute façon sur un fond de développement minier technologiquement beaucoup plus avancé, comme par exemple la mine de Cuajone, moderne avec des ouvriers plus qualifiés.

LA STRATEGIE DE L'IMPÉRIALISME US : SECTEUR PRIMAIRE OU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ?

QdP. - Pourquoi les Etats-Unis auraient-ils intérêt à soutenir un développement industriel au Pérou, alors que le problème des débouchés des produits manufacturés se pose, et que d'autre part, le Brésil, et dans une moindre mesure l'Argentine, ont déjà pris cette voie.

J.G. - Disons qu'en 68, au moment où commençait le mouvement, ils étaient intéressés par le processus qui allait se dérouler.

QdP. - En 68, ils appuyaient le «développement» ?

J.G. - Disons que devant l'échec du développement classique, qui se produit plutôt vers les années 60, le Pérou adopte, de façon plus autonome

me par rapport aux Etats-Unis, une voie parallèle de développement, qui entre en contradiction quand même avec celle des Etats-Unis. Disons que le processus qui se développe au Pérou sert objectivement l'intérêt des Etats-Unis sans qu'il ait directement et concrètement leur appui. Il faudrait voir quelles sont les contradictions entre certains secteurs de la bourgeoisie américaine. Disons que le type de développement dans lequel s'engageait le Pérou n'était pas du tout contra-

dictoire avec les souhaits à ce moment des Etats-Unis. Ceci dit, il est possible que dans la phase actuelle, les USA cherchent avant tout à se constituer des réserves. De toute manière, les changements de caractère capitaliste qui sont intervenus, sont irréversibles car ils vont tous dans le sens des nouvelles bourgeoisies.

(théorie du «développement industriel contrôlé», exposé en particulier par Kennedy dans les années 60).

CHRONOLOGIE POLITIQUE DE 68 A 76

- 28 Juillet 68 : Le président Belaunde annonce un accord avec l'International Petroleum Company sur les gisements de Talara ; l'accord est signé le 13 août.
- 11 Septembre : On dénonce la disparition de la page 2 de l'accord. La campagne électorale se poursuit.
- 3 Octobre 68 : Coup d'Etat militaire. Velasco Alvarado devient président de la République.
- 13 Janvier 69 : Expropriation de 18 propriétés foncières ayant appartenu à la Cie minière américaine Cerro de Pasco.
- 7 Janvier 69 : Réaffirmation de la souveraineté sur les 200 miles marins.
- 1^{er} Février : Rétablissement des relations diplomatiques avec l'URSS.
- 24-28 Juin 69 : Loi n° 17716 de réforme agraire qui affecte en particulier les complexes agro-industriels de canne à sucre de la côte. 8 grandes propriétés sont expropriées.
- 29 Octobre : Nationalisation de la filiale de l'ITT contre une indemnisation de 18 millions de dollars.
- 28 Avril 71 : Signature d'un accord commercial entre la Chine et le Pérou.
- 26 Mai 72 : Etablissement de relations diplomatiques avec Cuba.
- 14 Novembre 72 : L'Etat assure le monopole de l'industrie de la farine et de l'huile de poisson (1^{er} exportateur mondial).
- 23 Juillet 73 : Rupture des relations diplomatiques avec la France à la suite des expériences nucléaires dans le Pacifique.
- 30 Décembre 73 : Exportation de la Cerro de Pasco ; la nouvelle entreprise nationalisée s'appellera Centromin. Les indemnités versées sont de 76 millions de dollars ; un groupe de banques américaines accordent un crédit de 80 millions. Une partie des indemnisations pourra être réinvestie dans la nouvelle mine de Cuajone.
- 29 Août 75 : Coup d'Etat contre le général Velasco Alvarado, mené à la fois par la «gauche» de l'armée contre le népotisme du président et par la droite qui se débarrasse du guide de la Révolution. Le modéré Moralez Bermudez devient président. Un «progressiste», Fernandez Maldonado premier ministre. L'organisateur du coup, le général Leonidas Rodriguez sera vite expulsé de l'armée.
- Dernière semaine de Juin 76 : Une série de mesures économiques imposées par le FMI : dévaluation, blocage des salaires, augmentation des prix.
- 1^{er} Juillet 76 : Grève des autobus et manifestations des habitants des bidonvilles. Le couvre-feu est proclamé. Toutes les revues politiques sont interdites.
- 7 et 8 Juillet 76 : Soulèvement militaire de Chorillo. Eviction des secteurs «nationaliste» de l'armée (Maldonado, La Flor Valle et Gallegos). Le nouveau premier ministre est le général Guillermo Arbulu, lié à la marine et à l'Apra. Les premières mesures sont pro-impérialistes et très répressives.



Fernandez Maldonado : un ministre «progressiste» responsable du massacre des mineurs à Cobriza.

était assez habile : les quatre régions militaires ont exprimé leur soutien au gouvernement dans des termes d'une ambiguïté telle qu'à travers les lignes, on pouvait se rendre compte qu'au moins 3 régions militaires sur 4 demandaient également le départ de Fernandez Maldonado. Le communiqué condamnait le putsch, et appuyait le président de la République mais pas le premier ministre, qui était vraiment en jeu. Un seul des communiqués appuyait Fernandez Maldonado. Ce qui voulait dire : nous aussi nous exigeons le départ du premier ministre, ce qui était le but du soulèvement. On peut dire que les 3/4 de l'armée ont appuyé finalement cette avancée de la droite.

LE SOULEVEMENT : UN SCENARIO ?

D'autre part cette lutte est apparue davantage comme un passage de pouvoirs d'un secteur à l'autre, plutôt que comme un affrontement entre 2 tendances militaires. Les ministres «progressistes» se sont bien gardés d'appeler les masses popula-

ces secteurs là auraient aimé accélérer encore le processus de dénationalisation, revenir beaucoup plus rapidement sur toutes les transformations opérées. Il est certain qu'il y a encore une contradiction mais qui apparaît de plus en plus comme secondaire, parce qu'elle porte sur la rapidité avec laquelle il faut opérer le virage.

Comme beaucoup d'autres bourgeoisies nationales en Amérique Latine, en cas de choix décisif, le secteur nationaliste bourgeois ne s'appuie pas sur le peuple.

LA GRANDE PEUR DES MILITAIRES «DE GAUCHE» : LES MASSES POPULAIRES

Ceci est clair dès le début du processus : des gens comme Velasco par exemple ne redoutent rien autant que des initiatives autonomes, même en leur faveur. On les a vu faire matraquer des paysans qui occupaient des terres pour faire appliquer la Réforme Agraire un peu plus vite, alors que le gouvernement éprouvait des difficultés à la faire passer. On a vu